HISTORIA
magazine

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 401 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

SPÉCIAL

LA GUERRE D'ALGÉRIE



CE QU'ILS SONT DEVENUS

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***

Directeur : *Yves Courrière*
Rédaction : *J. Fontugne*, *C. Meyer*, *Léo Palacio*, *J. Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebélo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34

Tarif :
16 numéros : 373 à 403
45 FF - 45 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection. Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant. Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.



Alger 1967 : dans une école de la ville, les enfants de ceux qui sont restés. Des fillettes qui ont oublié la guerre.

Melet/Paris-Match

PROCHAIN NUMÉRO : L'ARMÉE ET SES SERVICES

Pour un soldat qui combat, dix autres lui assurent tout ce dont il a besoin pour acccomplir sa mission dans les meilleures conditions possibles. Telle est la règle appliquée dans toutes les armées modernes. Au premier, les honneurs du communiqué et des reportages des correspondants de guerre. Aux seconds, ceux des « Services », trop souvent en partage, le silence et l'oubli. Et pourtant ces méconnus ont joué un rôle de première importance dans la guerre d'Algérie. Ils méritaient que justice leur soit rendue. *L'intendance* « suit » et doit résoudre des problèmes inextricables pour nourrir et vêtir des centaines de milliers d'hommes. Le *train*, jadis « des équipages », organise les transports et les convois pour les troupes en opération ou les postes perdus dans le désert. Alors que le *matériel* est contraint de travailler à un rythme accéléré pour la réparation des véhicules et de l'armement, et que les *essences* ont à ravitailler toutes les unités, soit plus de 60 000 camions et blindés...

De son côté le *génie* est une gigantesque entreprise de travaux publics qui construit des bâtiments, des ponts, des routes et des aérodromes, et doit assurer sa défense contre les attaques adverses.

Quant aux *transmissions* leur bon fonctionnement est essentiel pour la coordination des opérations. Autres services tenant un rôle particulier dans la guerre subversive : la *gendarmerie* et les *G.M.S.* Enfin le *service de santé* est animé du souci permanent de réduire le temps de transport des blessés entre le champ de bataille et l'hôpital. Comme d'ailleurs la *poste aux armées* celui d'acheminement du courrier. Mais encore, doit on citer le *service géographique, les P.F.A.T.* et l'*Aumonerie* qui ont chacun leur mission bien déterminée.





Des hommes qui furent les vedettes...

Sommaire Historia magazine spécial n° 401

Nous tenons à remercier M. Jacques Lafitte qui a bien voulu nous autoriser à puiser dans le **Who's Who in France – Qui est qui en France** de précieux éléments des biographies de personnalités figurant dans ce numéro spécial.

Couverture : Melet/Paris-Match - Leterrier - Depardon/Gamma



Dans une rue d'Alger. Un couple de retraités qui a refusé l'exode de 1962. Certes, ce n'est plus l'Algérie de jadis, mais le bleu du ciel et les odeurs de la ville ne changent pas.

FIDÈLES A LA TERRE NATALE

MARS 1967 à Alger... Une large banderole claque sur la façade du palais mauresque en faux stuc de la grande poste et proclame que « les postiers sont au service du peuple ». Plus loin, dans l'ancien tunnel des facultés, qui fut le cœur des « barricades » en janvier 1960, plusieurs couches de peinture blanche n'ont pu avoir raison d'un



Miret/Paris-Match

une race en voie de disparition en Algérie

énorme « Vive Lagaillarde » dont la peinture noire exsude sous la chaux. Mais il y a tellement d'inscriptions dans le Grand Alger, d'El-Biar à Hussein-Dey et de Birmandreis à Belcourt, que personne ne semble plus y prêter attention.

Pour ce cinquième anniversaire de la signature des accords d'Évian, j'ai atterri à Dar-el-Beïda (anciennement Maison-Blanche) à bord d'une *Caravelle* d'Air Algérie. Au contrôle de police, où je suis obligé de donner une liste des devises et des objets en or que je pourrais transporter, les C.N.S. (compagnies nationales de sécurité) ont remplacé les C.R.S. La tenue des gendarmes est maintenant « vert cubain » et les douaniers vigilants et sévères ressemblent à des officiers britanniques. Les effectifs de police en Algérie sont plus importants qu'en pleine guerre. Il y a trois mille gardiens de la paix dans la seule capitale.

Un père jésuite originaire d'Oranie et qui, dès l'indépendance, a pris la nationalité algérienne m'a affirmé, lorsque je lui ai dit le but de mon voyage : « Ici, les pieds-noirs sont une race en voie de disparition. » A cette époque, l'ambassade de France ne parvenait pas encore à tenir une comptabilité exacte de ses ressortissants, mais, de source officielle algérienne, on évaluait à une vingtaine de mille les Français résidant sur le territoire algérien (coopérants compris), dont douze mille pour le Grand Alger, qui comptait un million d'habitants.

Pour le voyageur qui arrive dans Alger la Blanche et qui a déjà connu le pays dans sa « phase coloniale » il est difficile de faire le point sur la révolution économique et sociale, tandis que la révolution « physique » lui apparaît évidente dès les premiers pas dans l'ex-rue d'Isly (devenue Ben-M'Hidi-Larbi) ou dans l'ex-rue Michelet (actuellement rue Didouche-Mourad) : les inscriptions sur les devantures de magasin sont obligatoirement en arabe et facultativement en français. Les femmes sont rares et il faut attendre 18 heures pour découvrir les premiers Européens (Français, Bulgares, Soviétiques, Tchécoslovaques ou Yougoslaves) faire du lèche-vitrine devant les boutiques de « souvenirs d'Orient ».

Les pieds-noirs aisés qui ont choisi de rester pour raison d'affaires se sont repliés dans l'hexagone Michelet. Sur cent Français vivant en Algérie, une trentaine sont originaires du pays ou y habitent depuis vingt-cinq ans; trente-cinq sont des coopérants et trente-cinq autres, des « privés ». Sur les trente pieds-noirs, dix sont restés au titre de la coopération; ce sont généralement des professeurs ou des instituteurs dont les traitements continuent à être payés par la France. Les deux autres tiers sont des « privés » : médecins, industriels ou commerçants. Un millier de retraités vivent dans les faubourgs populeux qu'ils n'ont pas voulu quitter; leur existence est précaire, parfois misérable, malgré les secours provisoires distribués par le consulat général.

Les médecins français sont rares dans la capitale malgré le repli des toubibs du bled vers la grande ville. Aussi leur clientèle est-elle toujours nombreuse, car les Européens n'aiment guère se faire soigner par les docteurs venus de l'Est. Un soir, le gynécologue chez qui je prenais l'apéritif s'excusa de me fausser compagnie pendant une paire d'heures :

– Je dois aller à la clinique, une cliente vient d'arriver d'Annaba (ex-Bône).

– Elle a fait plus de 600 kilomètres pour venir accoucher à Alger?

– Oui! Elle n'a pas voulu se confier à un médecin d'Europe centrale et elle m'a dit au téléphone avec son inimitable accent bônois : « Oh! dites, docteur, j'ai » pas envie de me faire bulgariser, moi! »

◀ La messe du dimanche à Alger. Une occasion, pour ceux qui sont restés, de se retrouver comme au bon vieux temps sur le parvis. Les jeunes, eux, sont partis pour la métropole.

Dans le petit cimetière ▶ de Sidi-Bel-Abbès, le monument aux morts et des tombes, un gardien à cheveux blancs qui veille sur le dernier enclos français de la capitale de la légion.



Melet/Paris-Match



Ses ouailles sont parties et il reste seul en terre d'Islam. Avec ses souvenirs, son petit jardin et quelques orangers. Point pressé de rejoindre une maison de retraite en France... ▼



Melet/Paris-Match

En Algérie, vous devinez ce que cela signifie !

Les médecins, pour pratiquer une médecine de cabinet, doivent consacrer la moitié de leur temps à la collectivité : trois heures chaque matin en assistance médicale gratuite dans un hôpital.

Il y a beaucoup de voitures dans les rues d'Alger, mais sur les routes la circulation est rare. Les autos sont hors de prix, même d'occasion, l'essence est chère et les pompistes débitent rarement plus de dix litres par client. La vignette est au même prix qu'en France, mais pour un semestre, c'est dire qu'on la fait payer deux fois.

La Mitidja, pur produit de la colonisation, n'était, avant la conquête du pays par l'armée française, qu'un immense marécage s'étendant de la baie de Sidi-Ferruch à Tipasa. La plaine est bordée à l'ouest par le djebel Chenoua, dont les falaises abruptes, plongeant dans la Méditerranée, faisaient dire à Camus qu'il assistait là « au concubinage de la mer et de la montagne ». Au sud, l'horizon est fermé par les monts de Blida, véritable château d'eau avec des forêts de cèdres enneigées pendant cinq mois de l'année.

La tâche des premiers colons fut de drainer cette plaine aux terres fertiles mais pourries par les marais en facilitant l'écoulement des oueds vers la mer. De Marengo à L'Arba, de Boufarik à Castiglione, surgirent des villages typiques tracés sur le même plan quadrangulaire où les larges rues se coupaient à angle droit, la mairie étant encadrée par l'église et l'école. Après 1918, chaque commune reçut son monument aux morts d'un goût souvent discutable. Mais sur les plaques de marbre on pouvait lire, sous les dates 1914-1918 et 1939-1945, les noms de centaines de Dupont, de Kaddour, de Lévy et de Gomez.

Ne cherchez plus dans la Mitidja, le Sahel, le Dahra ou le Chélif les noms de « ceux qui sont morts pour la patrie ». Tous les poilus casqués, en bronze ou en ciment, ont été jetés à bas de leur socle et les plaques remplacées par d'autres portant les noms des *moudjahidin* tués dans les combats pour l'indépendance.

« Ces monuments n'auraient pas dû être profanés, m'a dit avec tristesse un instituteur rencontré sur mon itinéraire. Ils n'ont jamais été un symbole du colonialisme, au contraire, puisque au cours des deux guerres mondiales Français et Algériens se sont battus ensemble contre une certaine forme d'oppression. »

Le banc réservé aux pieds-noirs

Face aux arbres de la grande place de Cherchell, dont les silhouettes monstrueuses évoquent les bêtes de l'Apocalypse, j'ai rencontré dans un bistrot qui aurait pu être celui de n'importe quelle petite ville de Provence, deux retraités, un médecin et un ancien officier de l'A.L.N. de Tlemcen. L'anisette devenait opalescente en se mélangeant à l'eau fraîche et, au moment de mon arrivée, la discussion venait de s'ouvrir sur la qualité de cet apéritif méditerranéen dont la bouteille se vend aujourd'hui 100 dinars (110 francs français). Certains prétendaient que l'anisette « d'avant » était meilleure que l'actuelle. Ma qualité de nouvel arrivant me fit désigner comme juge. Après avoir « tasté », je me hasardai à dire que l'anisette que je venais de boire me paraissait préférable à celle actuellement distillée en France. Un tantinet chauvin, un des consommateurs trancha : « C'est une question d'eau. »

A ce groupe d'irréductibles je posai alors la question :

– Pourquoi êtes-vous restés ici après l'indépendance ?

La sœur du patron du café réagit avec vivacité :

– Et pour aller où ? Je ne connais pas la France. Je suis née à Cherchell, je mourrai à Cherchell. Nos arrière-grands-parents sont arrivés ici en 1842...

– Et votre frère ?

– Lui, ce n'est pas la même chose. Il a déjà traversé la mer. Une première fois en 1939... Il a eu la chance de ne pas avoir été fait prisonnier en 40. Il est reparti en 1943 avec Monsabert pour l'Italie et l'Allemagne. Il est revenu en 1945 avec une Alsacienne qu'il a « mariée » là-bas et qui nous fait une de ces ▶

un garde champêtre en retraite revenu à Bou-Haroun et reconverti en écrivain public

choucroutes !... Depuis, il n'est plus retourné. Sa femme a appris à aimer le méchoui !

Ils étaient une quarantaine de Français comme eux à être restés autour des ruines de l'antique Césarée. Parmi eux, un architecte, un instituteur, un mécanicien, un électricien. Et aussi le curé, à qui le catéchisme laissait des loisirs. Le jour où le prêtre voulut partir, une délégation se rendit auprès de Mgr Duval pour lui demander de l'en empêcher. Alors, le bon curé de Cherchell se mit à donner des cours de sténographie à de jeunes Algériennes.

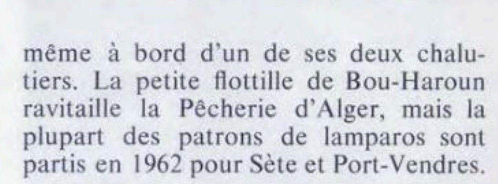
Le rabbin était également resté pour veiller sur une vieille femme israélite de quatre-vingt-deux ans. Un pasteur pour une ouaille !... A Alger, il reste très peu de Français de confession israélite et la synagogue, comme la cathédrale, a été transformée en mosquée. Il en a été de même, à Oran, pour la synagogue de l'ex-boulevard Joffre, rebaptisé boulevard Maata-Mohamed. La première synagogue de la rue du Rabbin, à Tlemcen, a été, elle, transformée en école coranique.

Bou-Haroun est un petit port de pêche à mi-chemin entre Chiffalo et Bérard. Les fonds rocheux de cette partie de la côte ont fait la renommée de son poisson et de ses crustacés. Autrefois, le village était habité par 3 000 Européens. Ils sont 25 maintenant, enfants et vieillards compris.

Devant le Bar des Quatre-Nations (je n'ai pu savoir lesquelles), Pierrot, le patron, avait tourné vers l'est son visage taillé à coups de serpe. Le ciel était éclatant, d'un bleu de lessive, acide à faire grincer des dents.

« Il va pleuvoir en fin d'après-midi », m'avait-il lancé en guise de bonjour. Comme il était aussi le maître de pêche du coin, il n'avait pas le droit de se tromper. La pluie, le soir, était au rendez-vous.

Pierrot nous a offert des crevettes grillées. Il les avait pêchées le matin même à bord d'un de ses deux chalutiers. La petite flottille de Bou-Haroun ravitaille la Pêcherie d'Alger, mais la plupart des patrons de lamparos sont partis en 1962 pour Sète et Port-Vendres.



Dans une ville algérienne, la reconversion de l'épicerie ▶ tient compte des goûts acquis : camembert et Nescafé. Mais, à Bougie, l'église, amputée du clocher, modifiée dans ses structures, se transforme en mosquée. ▼





Coll. particulière

Technor/Bloch-Lainé

Morretti, entre Alger et ▶ Sidi-Ferruch : un nouveau village de vacances au bord de la mer construit par un architecte français : Fernand Pouillon. Le tourisme algérien a lancé une campagne pour attirer les visiteurs en quête de plages et de ciel bleu. Chaque année, des pieds-noirs installés en France viennent... pour voir. Mais beaucoup disent : « Jamais ! »



Marc Riboud/Magnum

Un homme au teint de brique suit notre conversation :

– Moi aussi je suis parti, et je suis revenu...

– Vous êtes pêcheur ?

– Non ! Je suis l'ancien garde champêtre. En juillet 1962, j'ai voulu rester. Le consul m'a obligé à partir. J'ai fait le tour de la France. Je n'étais bien nulle part. J'ai décidé de revenir finir mes jours à Bou-Haroun. Tous les Algériens étaient heureux de mon retour. Pourtant, j'en avais mis pas mal en « cabane » pour des délits allant du tapage sur la voie publique aux coups et blessures à la sortie du café, le samedi soir.

– C'est vrai, ajoute un musulman, mais tu nous faisais entrer par la grande porte pour nous faire ressortir par la petite. Ça, nous ne l'avons pas oublié.

L'ancien garde champêtre recevait chaque mois une pension de 700 francs : « Je n'arrive pas à tout dépenser, m'a-t-il avoué, car chacun m'apporte du poisson, de la viande, des légumes et des fruits. Et moi, je fais l'écrivain public. »

A Tipasa, à l'hôtel Beau-Rivage, j'avais été reçu par la gérante. A quatre-vingts ans, c'est elle qui faisait la cuisine, et quelle cuisine ! Je me souviens encore de sa spécialité : les rougets en papillotes. Originaire du Pas-de-Calais, elle était venue toute jeune en Algérie et n'en était plus jamais partie. Lorsque les propriétaires avaient regagné la France sans espoir de retour, elle était restée et le comité de gestion des biens vacants lui avait confié la gérance de l'hôtel nationalisé.

A ma question : « Croyez-vous devoir retourner un jour chez vous ? » elle avait répondu : « Mon pays, c'est ici !... »

Aujourd'hui, l'ancien palais du Gouvernement général est devenu le Palais du gouvernement, mais on continue à l'appeler le G.G. Sa masse imposante domine toujours le monument aux morts où les noms de milliers de Français et d'Algériens ont été effacés à coups de burin. Pour les Algérois, c'est encore le Forum, car tous les burins du monde ne sont pas suffisants pour chasser les souvenirs.

Les jardins qui montent de l'ancien plateau des Glières aux Tagarins sont aussi bien entretenus que naguère. Leurs bancs ont de tout temps servi de point de ralliement aux désœuvrés. Mais il y en a un qui, chaque jour, depuis le 1er juillet 1962, est occupé par quelques retraités nostalgiques dont le nombre, au fil des ans, va en s'amenuisant. Ils y échangent les nouvelles reçues de ceux qui sont partis « en métropole ». Le banc semble leur appartenir et les petits marchands de journaux qui traînent leurs espadrilles dans le square préviennent l'inconnu qui voudrait s'y asseoir :

– Touche pas à celui-là ! C'est réservé pour les pieds-noirs ! H

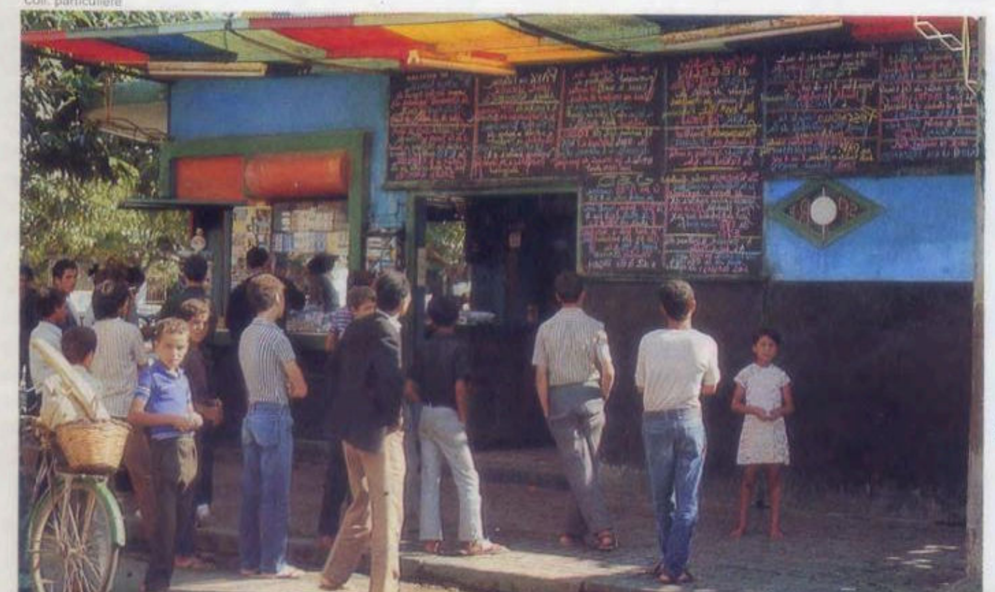
Léo PALACIO

Nau/Paris-Match

LES ANCIENS REBELLES

Ils avaient milité dans les rangs du P.P.A. ou du M.T.L.D. avant de se rassembler au sein du Front de libération nationale. Les uns ont combattu dans les djebels, où leurs pertes ont été lourdes, les autres firent partie des réserves de l'A.L.N. en Tunisie ou de l'organisation politique devenue le G.P.R.A. Douze ans après l'indépendance, les chefs algériens ont connu des destins divers : le pouvoir, la retraite, l'exil.

Coll. particulière



ABBAS Ferhat. Né le 24 octobre 1899, auteur du Manifeste du peuple algérien en 1943, fondateur de l'U.D.M.A., membre du C.N.R.A. en 1956, président du G.P.R.A. de 1958 à 1961, premier président de l'Assemblée nationale algérienne, démissionnaire en 1963, envoyé en résidence surveillée dans le Sud par Ben Bella, libéré par Boumediene en 1965.

Il vit aujourd'hui, en paisible retraité, dans sa villa de Kouba, faubourg populaire d'Alger, perçoit les revenus de ses deux pharmacies de Constantine et d'Alger (rue Ben-M'Hidi, ex-rue d'Isly) et prépare une suite à son livre *la Nuit coloniale* (Julliard 1962).

◄ Méthode d'information et de propagande devenue familière dans les pays du tiers monde entraînés par le courant révolutionnaire : les journaux muraux.

◀ Nikita Khrouchtchev et Ben Bella : le triomphe sans lendemain. Le premier sera limogé, le second jeté en prison.

A Biskra, le petit café ▶ est à l'enseigne du « socialisme populaire », mais les problèmes ne sont pas tous résolus...



B. Nantet

Houari Boumediene et le Négus, empereur d'Éthiopie. Peu de points communs sauf un même continent... ▼



Gamma

ABANE Ramdane. Né en 1920 à Azouza (Grande Kabylie), secrétaire de commune mixte et militant du P.P.A. dès 1938, membre de l'O.S., arrêté en 1951 et condamné à 6 ans de prison, rejoint le F.L.N. après sa libération en 1955 et joue un rôle très important au « congrès de la Soummam », puis comme membre du C.N.R.A. et du C.C.E. Victime de rivalités politiques internes, il est assassiné au Maroc en décembre 1957 par des agents F.L.N.

Aujourd'hui, il est considéré en Algérie comme un héros national, mais les circonstances de son assassinat dans le cadre des luttes de clans restent un sujet tabou pour toutes les publications officielles.

AÏT AHMED Hocine. Né en 1924, membre du comité central du P.P.A. en 1947, chef de l'O.S. en 1948 et un des neuf « chefs historiques » du F.L.N. Arrêté avec Ben Bella en 1956 et libéré après l'indépendance, il fonde le « Front des forces socialistes », dont l'insurrection en Kabylie est jugulée en octobre 1963. Arrêté, il s'évade et prend le chemin de l'exil.

Il voyage beaucoup entre le Maroc et l'Europe, dirige toujours le F.F.S. opposé au régime de Boumediene. Mais son organisation est en déclin et moins importante que le P.A.G.S. (Parti de l'avant-garde socialiste, ex-parti communiste) ou le R.U.R. (Rassemblement unitaire révolutionnaire) qui se présente comme le « F.L.N. clandestin ».

ALLEG Henri *(de son vrai nom Henri SALEM).* Appartenant à une famille juive installée en Algérie pendant la seconde guerre mondiale, journaliste et militant communiste, il entre à *Liberté,* hebdomadaire du P.C.A., puis devient directeur du quotidien *Alger républicain* (interdit en 1955). Arrêté en 1957, il publie, à sa sortie de prison, *la Question,* livre contre la torture.

En 1962, le P.C.A. est interdit officiellement par Ben Bella, qui tolère cependant une relance d'*Alger républicain* sous la direction d'Alleg. En 1965, le coup d'État de Boumediene met fin au projet de fusion de ce journal et de *Chaab.* Opposant au nouveau régime, Henri Alleg rentre en France. Depuis 1973 il fait partie de la rédaction de *l'Humanité.*

AMARA Ali, *dit Ali la Pointe.* Ancien « caïd » du « milieu » converti au nationalisme actif et devenu le principal responsable du terrorisme à Alger à partir de 1955. On lui reconnaît de l'audace et beaucoup de courage physique. Cerné dans la Casbah par les parachutistes français en octobre 1957, il se fera sauter en compagnie de son amie, l'étudiante Hassiba Bent Bouali.

Considéré aujourd'hui par les autorités algériennes comme le véritable héros de la « bataille d'Alger ». Une rue porte son nom, une autre, plus importante, celle de Hassiba Bent Bouali.

AMIROUCHE *AIT HAMOUDA, dit.* Né le 31 octobre 1926 en Grande Kabylie, ouvrier à Paris, militant du M.T.L.D. il rejoint le maquis du F.L.N. en novembre 1954. Colonel de l'A.L.N., commandant de la wilaya 3, il ordonne des purges sanglantes où disparaissent des centaines d'innocents. Tué au combat le 28 mars 1959.

Malgré ses excès et ses crimes, il laisse dans la population kabyle le souvenir d'un combattant légendaire contre les forces françaises.

AMROUCHE Jean *(1906-1962).* Né en Petite Kabylie, catholique, poète qui publie *Cendres* (1934), *Étoile secrète* (1936), *Chansons berbères de Kabylie* (1939), il est l'interlocuteur de Gide, de Claudel, de Mauriac, à la radio française. Il apparaît comme le défenseur de la culture berbère et d'une étroite coopération franco-algérienne dans le domaine culturel.

Sa sœur, Marguerite-Taos Amrouche, est restée dans cette ligne politique et littéraire et publie ses œuvres dans la collection « Domaine maghrebin » (Maspéro) ainsi que le *journal* de sa mère, pionnière de l'émancipation féminine en Algérie.

AZEDINE *ZERRARI Rabah, dit.* Commandant de l'A.L.N., adjoint du colonel Si M'hamed de la wilaya 4. Il est fait prisonnier, blessé, le 17 novembre 1958.

Après l'indépendance, il est interné par Ben Bella, qui le tient en suspicion. Libéré, il abandonne la vie politique pour se consacrer aux affaires. Pendant deux ans, il dirigera le « Club Silhouette » à Alger.

BEN BELLA Ahmed. Né le 25 juin 1916, entré ▶

Malet/Paris-Match

après les luttes en commun, les divergences

au P.P.A. après 1945, chef national de l'O.S., arrêté en 1950, évadé de la prison de Blida en mars 1952 : un des neuf « chefs historiques » du F.L.N. Arrêté en octobre 1956, libéré en juillet 1962, il devient chef du G.P.R.A., puis, en septembre 1963, premier président de la République algérienne. Un coup d'État le renverse le 19 juin 1965.

Prisonnier au secret, ne pouvant recevoir de visites autres que familiales, il est actuellement dans une villa fortement gardée à l'intérieur d'un camp militaire de la région algéroise. En 1972, il fut autorisé à épouser la journaliste Zohra Selhami et à la recevoir régulièrement. Son régime de détention comporte le droit à la télévision et la liberté de lecture.

BEN BOULAÏD Mostefa. Né le 5 février 1917 à Arris (Aurès), militant du P.P.A., membre du comité central du M.T.L.D., un des neuf « chefs historiques » du F.L.N. Il crée la wilaya 1 de l'Aurès et saute en manipulant un poste de radio piégé par les services spéciaux français.

Une grande artère de la capitale algérienne porte aujourd'hui son nom.

BEN KHEDDA Ben Youssef. Né en 1920, membre du P.P.A. en 1940, puis secrétaire général du parti en 1952. Arrêté en 1954, il rejoint le F.L.N. en 1955, devient membre du C.C.E. jusqu'en 1957, président du G.P.R.A. en 1961. Il doit céder le pouvoir à Ben Bella en 1962.

Après l'indépendance, il reprend ses activités de pharmacien comme administrateur dans une entreprise nationale de pharmacie, puis comme propriétaire et directeur de la grande pharmacie de la place centrale d'Hydra, faubourg des hauteurs d'Alger. Il prépare actuellement un livre d'analyse politique sur le nationalisme algérien.

BEN M'HIDI Larbi. Né en 1924 à Biskra, étudiant en art dramatique à Alger, militant du P.P.A., 'membre de l'O.S., un des neuf « chefs historiques » du F.L.N. Créateur de la wilaya 5 qu'il commande en 1954, membre du premier C.C.E., il est arrêté par les parachutistes et meurt dans des conditions mystérieuses pendant la « bataille d'Alger » en mars 1957.

La rue principale d'Alger, anciennement rue d'Isly, porte aujourd'hui son nom.

BEN TOBBAL Lakhdar. Né en 1923, membre du P.P.A. en 1938, puis de l'O.S., prend le maquis en 1950 et forme le noyau de l'A.L.N. En 1956, il est chef de la wilaya 2, puis membre du C.C.E. et du « triumvirat » des « 3 B », enfin ministre de l'Intérieur du G.P.R.A.

Élu à l'Assemblée nationale algérienne après l'indépendance, il s'oriente vers les affaires (une entreprise de déménagement), puis, à la demande de Boumediene, il accepte la charge de président-directeur général de la Société nationale de sidérurgie (S.N.S.), dont relève le complexe sidérurgique d'Annaba (ex-Bône).

BEN YAHIA Mohamed. Né en 1934 à Djidjelli, secrétaire de la section d'Alger de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie ralliée au F.L.N. en 1955-1956. Benjamin du



Kahia

C.N.R.A. au « congrès de la Soummam », diplomate itinérant à Djakarta et au Caire, directeur de cabinet de Ferhat Abbas, délégué du F.L.N. aux entretiens de Melun en juin 1960, secrétaire général du G.P.R.A. formé par Ben Khedda, il participa activement aux négociations d'Évian, de Lugrin, des Rousses.

Après l'indépendance, ambassadeur d'Algérie

à Moscou. En 1969, ministre de l'Information, il supervise l'organisation du Festival panafricain d'Alger. Aujourd'hui, il occupe le poste de ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

BITAT Rabah. Né en 1926, membre du P.P.A., puis de l'O.S., un des « chefs historiques » et des fondateurs du F.L.N. Arrêté à Alger en 1955 par la police française, il reste en prison jusqu'au cessez-le-feu. En 1962, il se rallie à Ben Bella, en 1965 à Boumediene. Aujourd'hui ministre des Travaux publics, il est le seul dirigeant de l'insurrection de 1954 qui exerce une fonction dirigeante en Algérie.

Après sa libération, il avait épousé Zohra Drif, une des « héroïnes nationales » de la « bataille d'Alger », emprisonnée de 1957 à 1962, qui termina ses études de droit et deviendra secrétaire générale de l'Institut des études politiques et de l'École nationale d'administration algériens.

Habile femme d'affaires, elle dirige depuis trois ans, en association avec Boualem Oussedik, la filiale algérienne des produits de beauté « Max Factor » ainsi qu'une bijouterie installée rue Didouche-Mourad à Alger.

BOUMEDIENE Houari, *BOU KHAROUBA Mohamed, alias.* Né en 1925 dans la région de Guelma, membre du P.P.A., puis du M.T.L.D. en 1951 pendant son séjour à l'université El-Azhar au Caire. Il rejoint l'A.L.N. en 1955, devient l'adjoint de Boussouf, puis le chef de la wilaya 5 en octobre 1957, enfin le chef d'état-major de l'A.L.N. en janvier 1960. Destitué par le G.P.R.A. en juin 1962, ministre de la Défense de Ben Bella, il prend le pouvoir le 19 juin 1965.

Président du Conseil de la révolution, chef du gouvernement, ministre de la Guerre, commandant en chef de l'Armée nationale populaire, il s'est acquis une autorité internationale, notamment au sein du tiers monde, par ses initiatives de conférences au sommet. Fin 1973, il épousa une avocate, divorcée d'un médecin, appartenant à la bourgeoisie moderniste algéroise.

C.C.E., ministre des Liaisons et Communications du G.P.R.A. dont il restera solidaire en 1962. Il cesse toute activité politique en 1963.

Depuis lors, Boussouf vit à Alger mais voyage beaucoup. Homme d'affaires très actif dans l'import-export entre l'Algérie et de nombreux pays d'Europe et du Moyen-Orient, il est aujourd'hui à la tête d'une des plus grosses fortunes du pays.

BOUTEFLIKA Abdelaziz. Officier de l'A.L.N., chargé de mission dans les contacts entre le G.P.R.A. et le général de Gaulle, habile négociateur devenu ministre de la Jeunesse dans le premier gouvernement Ben Bella, puis, en 1963, ministre des Affaires étrangères succédant à Mohamed Khemisti, assassiné.

Entré en conflit avec Ben Bella, il joue un rôle décisif dans la préparation et l'organisation du putsch du 19 juin 1965. Membre du Conseil de la révolution, toujours ministre des Affaires étrangères très proche de Boumediene, il fera une visite officielle à Paris en juillet 1973.

◀ La deuxième bataille d'Alger... pour le cinéma. Yacef Saadi est devenu producteur de films et joue son personnage dans une reconstitution d'un épisode de l'Épopée de la Casbah.

La Grande Mosquée ▶ d'Alger éclatante de blancheur et l'ex-place du Gouvernement devenue « place des Martyrs ». Mais le peuple emploie toujours la toponymie coloniale...



J.-M. Dorveaux

◀ Ben Tobbal *(à gauche)* et Mᵉ Boumendjel *(à droite)* : le redoutable chef de wilaya et le conseiller politique du F.L.N. reconvertis en hommes d'affaires...

BOUDIAF Mohamed. Né en 1919, ancien adjudant de l'armée française, membre du P.P.A., puis de l'O.S. en 1947. Un des fondateurs du C.R.U.A., puis du F.L.N., qui sera arrêté avec Ben Bella en 1956 et libéré en 1962. Mais il prend parti pour le G.P.R.A. contre Ben Bella et, en septembre 1962, fonde le « Parti de la révolution socialiste » d'opposition de gauche.

En 1963, s'exile au Maroc, où il vit toujours avec son frère, Ramdane Boudiaf. Son petit parti d'opposition, qui a adopté certaines thèses maoïsantes, publie épisodiquement un journal, *Al-Jarrida*.

BOUHIRED Djamila. « Fanatique poseuse de bombes » pour les autorités françaises, « héroïne nationale » pour le F.L.N., elle joua un rôle important dans la « bataille d'Alger ». Arrêtée en 1957, condamnée et emprisonnée en France jusqu'en 1962, elle épousa, après sa libération, son avocat, Jacques Vergès. Leur divorce fut prononcé en 1973.

BOUMENDJEL Ahmed. Né en 1920, avocat et député, il rallie le F.L.N. en 1956 et devient son conseiller politique. En 1962, il prend parti pour le groupe de Tlemcen et devient ministre de la Reconstruction du gouvernement Ben Bella.

De 1965 à 1970, Mᵉ Boumendjel est haut fonctionnaire au bureau de la commission des Nations unies pour l'Afrique, à Genève. Puis avec un ancien journaliste syrien du parti Baath, il monte une affaire d'import-export à partir de l'Algérie et de la Suisse ainsi qu'une entreprise de fabrication de slips.

BOUSSOUF Abdelhafid. Né en 1926, instituteur, membre du P.P.A., puis de l'O.S., lieutenant de Ben M'Hidi en 1953, commandant de la wilaya 5 en 1956, membre du deuxième

CHANDERLI Abdelkader. Ancien élève de Sciences Po, rallié au F.L.N. en 1956, il devient un des diplomates très brillants du F.L.N. et notamment le délégué permanent du G.P.R.A. aux Nations unies.

Après l'indépendance, il regagne Alger et occupe un poste important au ministère de l'Industrie. Depuis 1971, il est président-directeur général de l'entreprise CAMEL (Compagnie algérienne de méthane liquide) qui, près d'Arzew, traite le gaz naturel pour liquéfaction et exportation.

CHERIF Mahmoud. Né en 1914, officier de l'armée française, membre de l'U.D.M.A., prend le maquis en 1955, devient chef de la wilaya 1, membre du C.C.E. en 1957, ministre de l'Armement et du Ravitaillement du G.P.R.A. jusqu'à son limogeage en 1959.

Après l'indépendance, il cesse toute activité ▶

la route du pouvoir ou celle de l'exil

politique et prend la direction du personnel de la Société pétrolière S.N. Repal. Actuellement, il est haut fonctionnaire de la plus importante entreprise gouvernementale algérienne, la Sonatrach.

DAHLAB Saad. Membre du comité directeur du P.P.A. dès 1949, coauteur de la plate-forme de la Soummam, membre du premier C.C.E., un des animateurs de la « bataille d'Alger » en 1957, adjoint de Yazid à l'Information et enfin ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A.

Ambassadeur d'Algérie au Maroc en 1964, puis président-directeur général de Berliet-Algérie, il développe considérablement cette entreprise, qui est rattachée à la Société nationale de construction mécanique. Aujourd'hui, il dirige sa propre affaire de transports routiers.

DEBAGHINE Lamine. Né en 1917, docteur en médecine, membre du P.P.A. en 1939, député en 1946, exclu du P.P.A. en 1949, rallié au F.L.N. Il fut responsable de la délégation extérieure, membre du deuxième C.C.E. et enfin ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A.

Après l'indépendance, il renonce à toute activité politique et revient à la médecine. Il exerce d'abord à l'Institut Pasteur à Alger, puis il se fixe à El-Euma, ex-Saint-Arnaud, petite localité où il professait déjà en 1947.

DIDOUCHE Mourad. Originaire du Constantinois, militant syndicaliste à Alger et membre du M.T.L.D. et de l'O.S. Traqué par la police, il se réfugie en France en 1952-1953, participe à la fondation du C.R.U.A. et du F.L.N. et prend le commandement de l'insurrection dans le Constantinois en novembre 1954. Il est tué au combat en janvier 1955.

Aujourd'hui, la rue Michelet, artère centrale et principale de la ville européenne d'Alger, porte son nom.

FANON Franz. Né en 1925 à Fort-de-France (Martinique), médecin chef de l'hôpital psychiatrique de Blida, expulsé d'Algérie en 1957 et réfugié à Tunis où il se lie avec les dirigeants du G.P.R.A. Il publie *l'An V de la révolution algérienne* (Maspéro), *les Damnés de la terre* (Maspéro) et *Peau noire, masques blancs* (Seuil). Il meurt à New York en 1961.

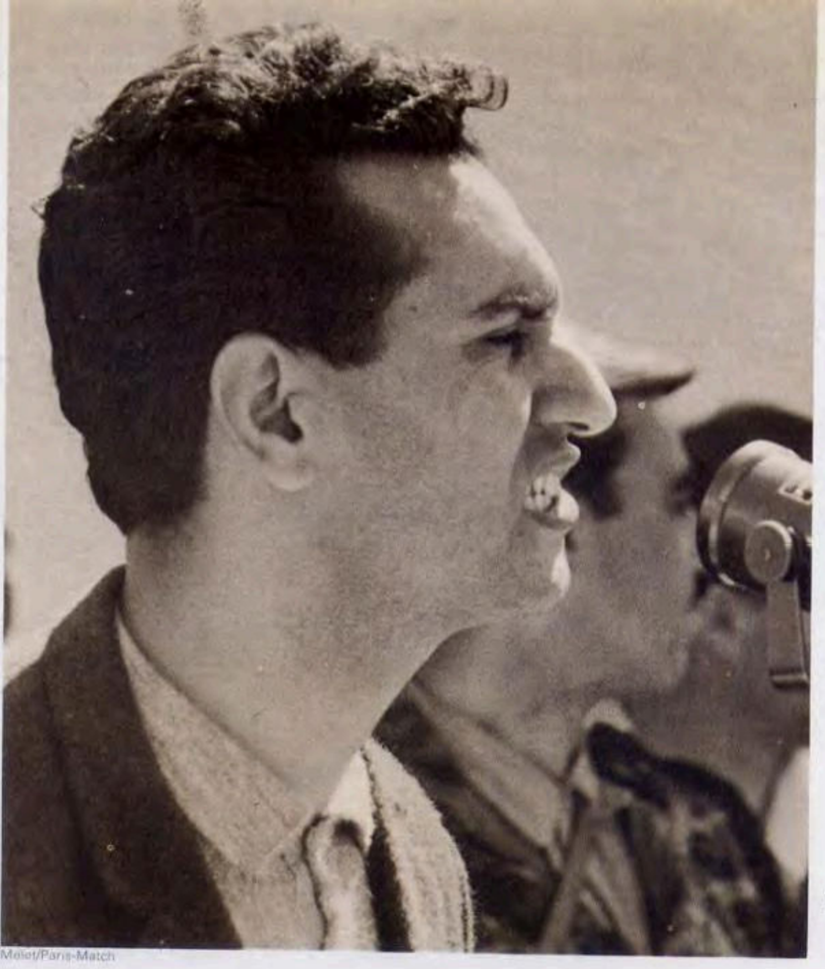
Il sera inhumé à la frontière tunisienne en 1961, puis transféré au cimetière d'El-Halia à Alger. Sa veuve, Josy Fanon, traite des questions du tiers monde dans la revue *Révolution africaine.*

FARÈS Abderrahmane. Notaire à Koléa, initialement proche de la S.F.I.O., président de l'Assemblée algérienne, intermédiaire entre de Gaulle et le F.L.N. de juin à octobre 1958 dans l'épisode de la « paix des braves ». Arrêté en 1961 pour aide financière au réseau F.L.N. de France, il est accepté par les deux parties comme président de l'exécutif provisoire de mars à juillet 1962.

En 1963, il reprend, à Alger, sa charge de notaire et son étude devient la plus importante de la ville. Mais cette réussite financière suscite les critiques de ceux qui lui reprochent son ralliement tardif. Finalement, Farès se réinstalle en France, mais continue à traiter des affaires en Algérie.

FERAOUN Mouloud. Né le 8 mars 1913 en Grande Kabylie, manœuvre en France, élève de l'École normale d'Alger, directeur d'école au Clos-Salembier en 1957, inspecteur des centres sociaux en 1960, assassiné par l'O.A.S. le 15 mars 1962.

Il est considéré comme ayant été l'un des principaux écrivains algériens d'expression française. Son œuvre comprend *le Fils du pauvre* (1950), *la Terre et le Sang* (Prix populiste 1953), *les Chemins qui montent* (1955) et un *Journal* posthume publié en 1962.


Mellet/Paris-Match

◀ Aït Ahmed : un « chef historique » qui n'a pas eu de chance. Des années de prison en France, puis l'échec de l'insurrection contre le pouvoir de Ben Bella, l'arrestation, l'évasion...

Krim Belkacem : autre ▶ « chef historique » qui tint le devant de la scène et, après six ans de retraite, repris par le démon des complots et de la politique, finit assassiné dans une chambre d'hôtel de Francfort...

FRANCIS Ahmed. Né en 1912, étudiant en médecine, participe à la création de l'U.D.M.A., rejoint le F.L.N. en 1955, membre du C.N.R.A., ministre des Finances du G.P.R.A. Il se rallie à Ben Bella mais est écarté après le coup d'Etat de 1965. Mort en 1968.

Son frère, le dentiste Mostefa Francis, participa à la rédaction du livre collectif *la Gangrène* et fut arrêté à Paris en 1957.

JEANSON Francis. Né le 7 juillet 1922, philosophe, écrivain, collaborateur aux revues *Temps modernes* et *Esprit*, il a créé un réseau de soutien au F.L.N. qui travaille en liaison avec la Fédération de France du F.L.N. En 1960, le procès du « réseau Jeanson » suscite des controverses passionnées.

Après 1962, il n'accorde plus qu'un intérêt réduit à la révolution algérienne et se consacre à son œuvre d'essayiste et de philosophe. Avec le soutien d'André Malraux, il occupe le poste de directeur de la Maison des jeunes et de la culture de Châlons-sur-Marne jusqu'en 1972.

KHIDER Mohamed. Né en 1912, militant du P.P.A., un des « chefs historiques » du F.L.N. Arrêté avec Ben Bella en 1956, libéré après le cessez-le-feu, il participe au « groupe de Tlemcen », est élu député, puis secrétaire général du F.L.N. chargé des questions financières jusqu'en 1964. Il entre dans l'opposition et prend le chemin de l'exil.

Assassiné par des agents du F.L.N. en janvier 1967, à Madrid, en liaison avec les règlements de comptes dans l'affaire dite du « trésor de guerre » du F.L.N. placé dans des banques suisses à des comptes numérotés secrets avant d'être transféré en Algérie.

KRIM Belkacem. Fils de caïd, né le 14 décembre 1922 près de Tizi-Ouzou, caporal au 1er R.T.A. en 1945, militant du P.P.A. puis du M.T.L.D. en 1946, entré dans la clandestinité le 21 mars 1947, il fut un des « chefs historiques » du F.L.N. en 1954 et une des figures les plus marquantes de la révolution algérienne.

Retiré de la vie politique après 1962, il monta une bijouterie très prospère, puis en 1969, un mouvement d'opposition de droite contre Boumediene. Accusé de comploter avec le soutien de puissances étrangères, traqué par les services spéciaux algériens, il est assassiné le 20 octobre 1970 à Francfort.

LACHERAF Mostefa. Professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand, il rejoint le F.L.N. en 1956 et fait partie de la délégation conduite par Ben Bella qui a été capturée le 22 octobre. Libéré par anticipation en 1961, il gagne le Maroc et rentre à Alger après l'indépendance.

Il reprit ses travaux de sociologue et d'historien, puis fut nommé ambassadeur en Argentine. Depuis 1971, il est chargé de mission responsable des questions culturelles à la présidence du Conseil de la révolution, chargé d'organiser un service de recherches historiques.

LEBJAOUI Mohamed. Né en 1926 à Alger, militant du P.C.A. rallié au F.L.N., membre du premier C.N.R.A. dont il est écarté en 1957, responsable de la Fédération F.L.N. de France, arrêté par la police française. Il rejoint l'Algérie en 1962 et, après l'éviction de Ben Bella, prend le chemin de l'exil.

Il vit actuellement en Suisse et, après avoir publié *Bataille d'Alger ou bataille d'Algérie* et *Vérités sur la révolution algérienne* (Gallimard),



Marc Riboud/Magnum

prépare de nouveaux ouvrages sur différents épisodes de cette période.

LOTFI *dit Si Brahim,* de son vrai nom **Boudghène Ben Ali.** Colonel, commandant la wilaya 5, tué le 28 mars 1960 dans un engagement avec les forces françaises dans le djebel Béchar à 7 km de Colomb-Béchar. Sa veuve épousera Mohamed Khemisti, premier ministre des Affaires étrangères de Ben Bella et qui sera assassiné en 1963. Remariée à un diplomate égyptien.

MAILLOT Henri. Militant du parti communiste algérien, mobilisé avec le grade d'aspirant en 1955, il déserte en 1956 et rejoint le F.L.N. avec un camion d'armes. Avec Maurice Laban, un instituteur de Biskra, il tente alors de constituer un « maquis rouge » dans les montagnes de l'Orléansvillois. Mal vus par les autorités du F.L.N., repérés et dénoncés par les hommes du bachagha Boualem, les maquisards sont encerclés par les troupes françaises : l'aspirant Maillot est tué ; les « Combattants de la liberté » du P.C.A. qui parviennent à s'échapper seront intégrés à l'A.L.N.

MANDOUZE André. Chrétien progressiste, professeur à la faculté des lettres d'Alger en 1950-1955, il inspire les étudiants et intellectuels qui publient *Consciences maghribines.* Expulsé d'Algérie en 1956, il poursuit son action politique en faveur de la cause révolutionnaire algérienne.

Fin 1962, il sera le premier recteur de l'université d'Alger. Deux ans plus tard, il rentre en France et achève sa thèse sur l'œuvre de saint Augustin. Il enseigne aujourd'hui le latin à la Sorbonne.

MEHRI Abdelhamid. Né en 1925 au Kroub (Constantinois), étudiant en théologie islamique à Tunis, membre du P.P.A., puis de son comité central en 1953, rallié au F.L.N. en 1955, membre du deuxième C.C.E. en 1957, ministre des Affaires nord-africaines du G.P.R.A. en 1958.

Depuis 1962, il enseigne l'arabe et est considéré comme un éminent spécialiste de la culture musulmane. Il occupe également le poste d'inspecteur général de l'enseignement secondaire à Alger.

MESSALI Hadj. Né en 1898, père du mouvement nationaliste algérien. Il émigre en France, fonde et préside l'Étoile nord-africaine en 1927, est arrêté et condamné à six mois de prison, fonde le P.P.A. en 1937, de nouveau arrêté à plusieurs reprises, fonde le M.T.L.D. en 1946, est assigné à résidence à Niort en 1951, fonde en 1954, le M.N.A., qui s'oppose au F.L.N.

Il vit actuellement dans la région parisienne et contrôle un journal publié très irrégulièrement par le dernier carré de ses partisans. Reçoit encore ses amis français du parti radical.

MOHAMMEDI Saïd, *dit Si Nasser.* Ancien agent de l'Abwehr pendant la seconde guerre mondiale, adjoint de Krim Belkacem, puis commandant de la wilaya 3 en 1956, ministre du G.P.R.A. en 1961, rallié à Ben Bella et nommé ministre des Anciens Combattants.

Lors du coup d'État de juin 1965, le colonel Boumediene se concilie le soutien de Mohammedi Saïd en le nommant membre du Conseil de la révolution. Mais il sera écarté comme d'autres responsables de la wilaya après le complot monté par le colonel Zbiri. Il reçoit toutefois une pension de l'État.

OUAMRANE Omar. Né le 10 octobre 1919, Sergent de l'armée française en 1945, monte un coup de main contre le magasin d'armes de la caserne de Cherchell et prend le maquis. Membre de l'O.S., organise avec Krim Belkacem la future wilaya 3. Entré au C.C.E. en 1957.

Il reçoit une pension de l'État, mais n'a jamais occupé un poste officiel depuis 1962. Il exploite pour son compte le poste d'essence de la place du 1er-Mai à Alger et, de ce fait, a reçu de ses anciens compagnons d'armes le surnom de « Garde d'Esso »...

OUSSEDIK Omar, *dit Si Taïeb.* Adjoint « renseignement-liaison » du chef de la wilaya 4, secrétaire d'État au G.P.R.A. en 1958, il joue un rôle important à Alger dans les semaines qui précèdent le référendum.

Après l'indépendance, il est nommé ambassadeur en Bulgarie, puis en U.R.S.S. Actuellement inspecteur général des postes diplomatiques à l'étranger.

OUZEGANE Amar. Membre du parti communiste algérien en 1932 (dont il sera exclu en 1948), élu conseiller municipal d'Alger en 1937, rallié au F.L.N. et chargé plus particulièrement de la propagande dans les milieux ouvriers d'Alger.

En 1962, il fut ministre de l'Agriculture dans le premier gouvernement Ben Bella, puis directeur de l'hebdomadaire *Révolution africaine.* Après la prise du pouvoir par Boumediene, il conserve ce poste pendant quelque temps, puis se retire de la vie politique. Malade, il donne irrégulièrement des articles à des revues européennes et a écrit *le Meilleur Combat* (Julliard).

SCOTTO Jean *(abbé).* D'une vieille famille pied-noir d'origine napolitaine, curé de Hussein-Dey, puis de Saint-Joseph, à Bab-el-Oued, il accorde asile et soutien aux combattants et militants du F.L.N. traqués par la police. Ces sympathies agissantes lui vaudront des difficultés avec les autorités françaises.

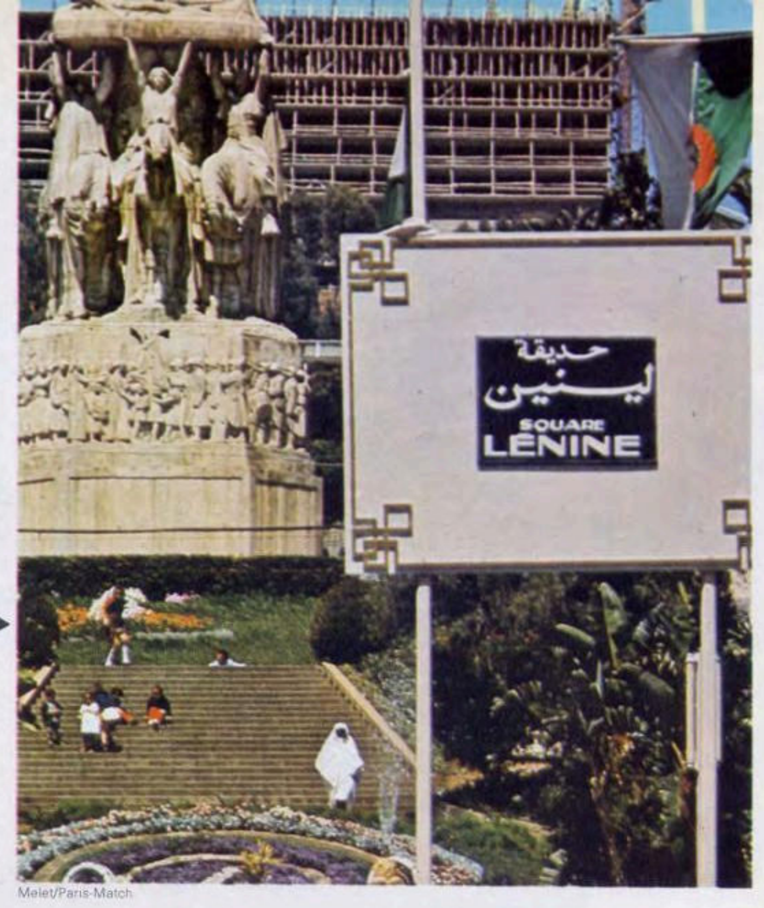
Après 1962, il réorganise sa paroisse, participe à la campagne d'alphabétisation et est élu à une Assemblée populaire communale. Désigné en 1969 comme évêque de Constantine, il joue aujourd'hui un rôle actif dans le Comité Algérie-Palestine.

SI SADEK, *Dehilès Slimane, dit.* Ancien colpor-



Laurent/Gamma

◀ Abdelaziz Bouteflika : il fit ses débuts de diplomate dans les premières négociations secrètes avec la France, s'y montra très habile et depuis plus de dix ans confirme ses dons à la tête du ministère des Affaires étrangères.



Sur fond de Forum et ▶ de monument aux morts un nouveau venu : Lénine. Témoignage de reconnaissance pour l'aide de l'U.R.S.S. plus que manifestation de ralliement idéologique. Des communistes, oui, mais pas algériens...

Melet/Paris-Match

se reconvertir dans l'import-export ?

teur dans l'est de la France, prend le maquis en Algérie le 1er novembre 1954, succède à Ouamrane comme chef de la wilaya 4, rejoint Tunis en 1959, adversaire de Ben Bella-Boumediene dans le conflit entre le G.P.R.A. et l'E.-M.G. de l'A.L.N.

En octobre 1963, il est le principal adjoint d'Aït Ahmed dans la révolte armée kabyle et commande les groupes rebelles de la région de Michelet. Amnistié au début de 1964, il cesse toute activité politique, achète une propriété ayant appartenu au baron de Vialar située à Pointe-Pescade, localité proche d'Alger, et y aménage un hôtel-café-restaurant à l'enseigne « le Baron ».

SI SALAH, *de son vrai nom Zamoun Mohamed Ben Rabah.* Né le 29 novembre 1928 à Aïn-Taya, secrétaire de mairie, condamné à un an de prison en 1953, rejoint le maquis en novembre 1954, adjoint au chef de la wilaya 4 en 1957, membre du C.N.R.A. en 1958, chef de wilaya en 1959. Il effectue une visite secrète à l'Élysée et est tué peu après son retour en Algérie, le 20 juillet 1961.

Son frère, Zamoun Ali, ancien membre du F.L.N., spécialiste des questions de formation professionnelle, est aujourd'hui l'un des principaux conseillers du ministre du travail Mahzouzi.

STIBBE Pierre. Avocat, résistant de la première heure, membre de l'équipe qui lance *France-Observateur,* membre fondateur du P.S.U., il se spécialise dès 1947 dans la défense des militants nationalistes malgaches, africains, marocains, algériens et tunisiens. Il assiste Ben Bella après son arrestation, ainsi que de nombreux inculpés du F.L.N. Mais sans hésiter à condamner les massacres ordonnés par les lieutenants de l'A.L.N. (Melouza par exemple).

Mort d'une crise cardiaque au cours de l'audience d'un tribunal, alors qu'il défendait un inculpé algérien.

VERGÈS Jacques. Avocat eurasien ayant passé sa jeunesse à La Réunion, leader des étudiants communistes, il a quitté le parti dont il condamne la « politique hésitante » dans les pays coloniaux. A partir de 1958, il anime le « collectif des avocats des détenus du F.L.N. » et publie plusieurs ouvrages sur la question algérienne.

En 1963, il prend la nationalité algérienne, se convertit à l'islam, dirige la première équipe de l'hebdomadaire *Révolution africaine,* puis fonde à Paris la revue *Révolution* favorable aux thèses chinoises. Il reprend son cabinet d'avocat, puis s'installe de nouveau à Alger. Depuis deux ans, il voyage beaucoup dans le tiers monde.

YACEF Saadi. Mitron et joueur de football à Alger, petit militant du F.L.N. arrêté en 1955 et libéré, devient le chef politico-militaire de la zone autonome d'Alger, responsable de l'action terroriste. Capturé dans son refuge de la Casbah par le colonel Jeanpierre et un détachement du 1er R.E.P. le 24 septembre 1957, il obtint le statut de prisonnier de guerre.

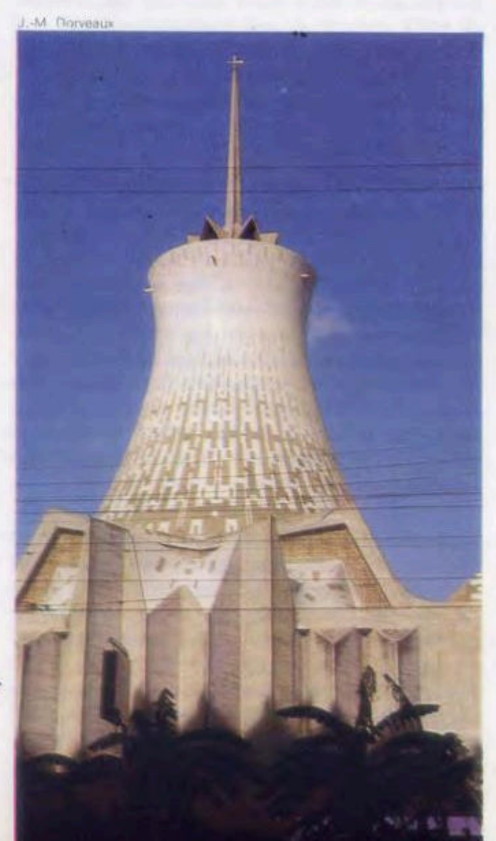
Dès sa libération en 1962, il se lance dans les affaires : une société cinématographique « Casbah-Films », avec une subvention yougoslave. Il sera ainsi le producteur de *la Bataille d'Alger* où il tient son propre rôle, avec Pontecorvo comme metteur en scène. Parallèlement, il se consacre à une affaire d'import-export très prospère. Sa nouvelle passion est le yachting.

YAZID M'hamed. Né en 1923, militant du M.T.L.D. dès 1948, rallié au F.L.N. au Caire, ministre de l'Information du G.P.R.A., il prend parti pour Ben Bella, puis se rallie au colonel Boumediene en 1965.

Marié à une Américaine, parlant bien anglais, il effectua plusieurs missions officielles aux Nations unies et à Washington pour le compte du chef de l'État algérien. Depuis 1971, il est ambassadeur à Beyrouth, spécialement chargé des relations avec les Palestiniens.

ZIGHOUT Youssef. Né en 1921 dans le Constantinois, forgeron, militant du P.P.A., puis du M.T.L.D., membre de l'O.S., premier chef de la wilaya 2, tué au combat en septembre 1956, tout près de son village natal, alors qu'il revenait du « congrès de la Soummam ». H

J.-M. Dorveaux



La cathédrale du Sacré-Cœur qui a remplacé celle ▶ de Saint-Philippe, devenue mosquée Ketchaoua. Une architecture ultra-moderne avec sa tour centrale...

Réception au palais ▶ d'Été à Alger en 1955 : l'arrivée du général et de Mme Massu. L'Algérie est plongée dans la guerre depuis plus d'un an, les vieux baroudeurs doivent se plier néanmoins à une certaine vie mondaine. Bon gré mal gré.

E.C.P.A.

LES CHEFS MILITAIRES

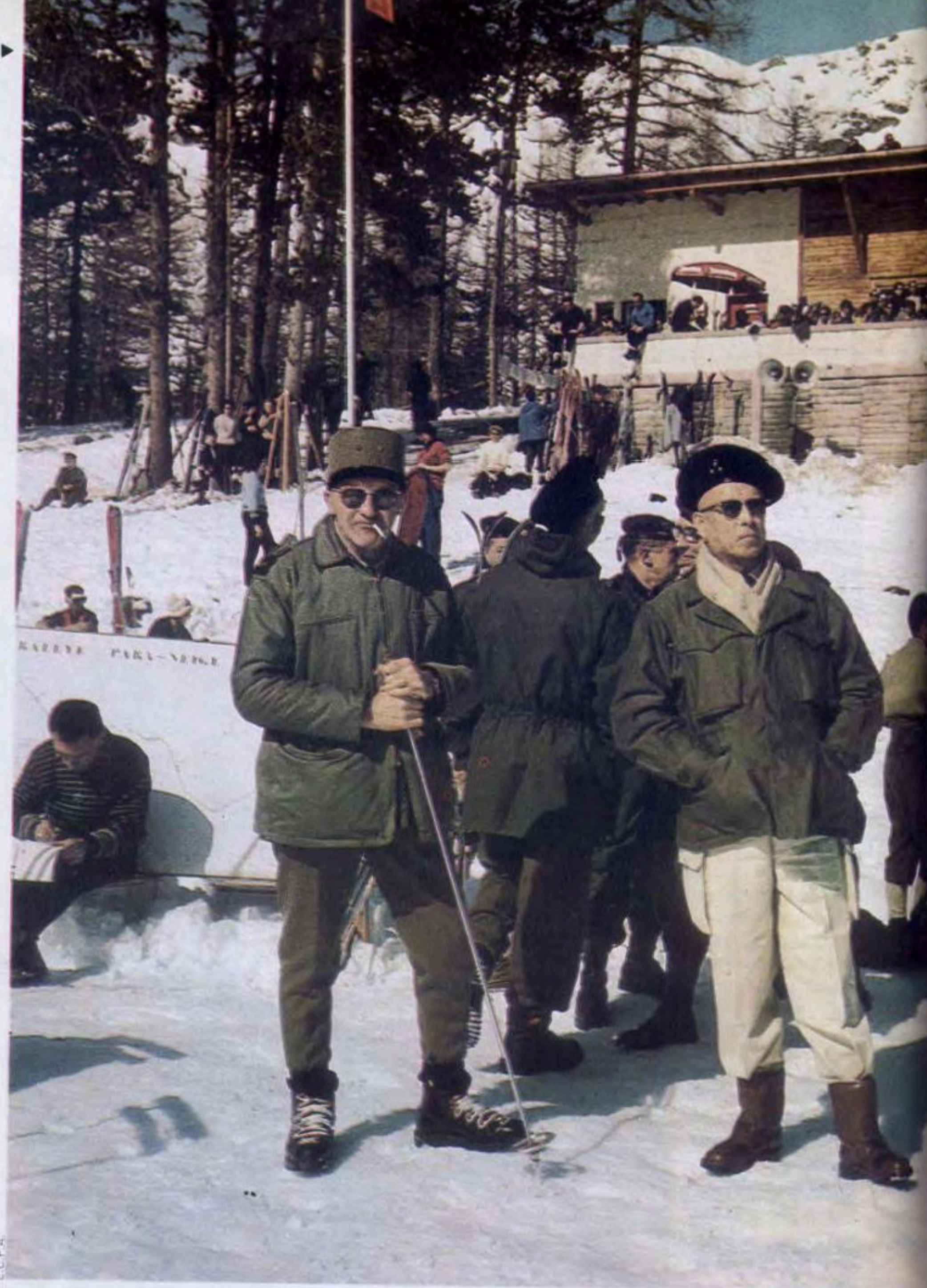
Camus/Paris-Match



Dans une rue d'Alger, ▶ un parachutiste veille au maintien de l'ordre. A tout instant il peut intervenir contre les terroristes du F.L.N. en chasse dans la ville. Qu'est-il devenu aujourd'hui ? Très probablement un citoyen tranquille qui prend le métro...

A vingt ans, ils avaient choisi le métier des armes. Après Polytechnique, Saint-Cyr ou Saint-Maixent, ce fut la vie de garnison. Puis la guerre, les guerres. L'humiliation de 1940, la captivité, la Résistance, les combats en Afrique, en Italie et ceux de la libération de la France, enfin la campagne d'Indochine. En 1954, alors qu'ils pouvaient espérer un repos, la guerre d'Algérie éclatait... Que sont-ils devenus, ces soldats qui pendant vingt-trois ans ont été engagés sur les champs de bataille du monde?

Le général Ailleret avec les chasseurs alpins. Une carrière bien remplie depuis 1939. Mais il disparut à soixante et un ans. Le prix de la déportation...



AILLERET Charles *(général)*. Né le 26 mars 1907, ancien élève de l'École polytechnique, officier d'artillerie en 1939, membre de la commission d'armistice franco-italienne en juin 1940. En 1942, il commande l'organisation de résistance de l'armée en zone Nord, est arrêté par la Gestapo, déporté à Buchenwald.

Commandant des armes spéciales de l'armée de terre en 1951, de la 2e D.I.M. et du Nord-Est constantinois en 1960 puis du corps d'armée de Constantine en 1961, il sera commandant supérieur en Algérie de juin 1961 à avril 1962. Il termine sa carrière comme chef d'état-major des armées en juillet 1962. Décédé le 9 mars 1968.

ALLARD Jacques *(général)*. Né le 16 novembre 1903, Saint-Cyr (1923-1925), École supérieure de guerre (1935), campagne d'Italie et campagne de France comme chef du 4e bureau de la Ire armée française, campagne d'Indochine (1951-1954) comme chef d'état-major de De Lattre, puis comme adjoint au haut-commissaire de France et commandant en chef.

En 1957, il commande la division d'Alger, puis, en 1958, la Xe région militaire et les forces terrestres en Algérie. Nommé commandant en chef des forces françaises en Allemagne en 1959, puis inspecteur de l'infanterie en 1961, il entre dans le cadre de réserve en 1964.

AUBOYNEAU Philippe *(amiral)*. Né le 9 novembre 1899, École navale, commandant des vedettes du Danube et de la mer Noire en 1919-1920, commandant du « Doudart-de-Lagrée » sur le Yang-tsé, rallié à la France libre en 1940, commandant du « Triomphant » de 1940 à 1942, commandant en chef des F.N.F.L. puis de la 3e division de croiseurs pour le débarquement en Provence. Commandant des Forces navales françaises d'Extrême-Orient de 1945 à 1947, puis commandant en chef interarmées des forces françaises dans l'océan Indien de 1949 à 1951, commandant en chef des F.N.F.E.O. de 1952 à 1954, enfin en Méditerranée en 1955. Conseiller d'État en service extraordinaire en 1960. Décédé le 22 février 1961.

BEAUFRE André *(général)*. Né le 25 janvier 1902, Saint-Cyr (1921-1923), campagne du Rif en 1934, campagne d'Italie et campagne de

leurs souvenirs vont des forêts des Vosges aux rizières d'Indochine

France, commandant des opérations au Nord-Tonkin en 1947, puis au Tonkin en 1951. Commandant de la zone de Kabylie en 1955, de l'Est constantinois en 1955-1956, des forces terrestres pendant l'opération de Suez en 1956, il sera désigné comme chef d'état-major adjoint du S.H.A.P.E., puis comme représentant de la France à l'O.T.A.N., à Washington.

En disponibilité depuis 1961, il collabore aujourd'hui à plusieurs quotidiens d'information et à des revues d'études stratégiques.

BIGEARD Marcel *(général)*. Né le 14 février 1916, employé de banque mobilisé dans l'infanterie de forteresse en 1939, prisonnier en 1940 et évadé en 1941, rejoint la France libre et est parachuté en 1944. Après la campagne de France, il part pour l'Indochine, commande le 6e B.P.C., s'illustre à Dien Bien Phu.

En Algérie, il commande le 3e R.P.C. (1956-1958), un secteur opérationnel en 1959, le 6e régiment interarmes d'outre-mer (1960-1963), la 20e brigade aéroportée (1966). Adjoint au commandant des forces françaises à Dakar (1970), puis commandant supérieur des forces françaises du sud de l'océan Indien en 1971. Rentré en France en 1973.

BOLLARDIÈRE, Jacques Pâris de *(général)*. Né le 16 décembre 1907, Saint-Cyr (1928-1930), campagne de Norvège, commandant du 1er bataillon de la 13e D.B.L.E. (1940-1944), commandant du 3e R.P. en 1944, campagne de Hollande en 1945, commandant des troupes aéroportées en Indochine.

Commandant du secteur est de l'Atlas blidéen en 1956-1957. Muté sur sa demande en A.-E.F., placé dans le cadre de réserve en 1961. Attaché de direction aux Chantiers navals de la Perrière à Lorient, puis délégué pour la Bretagne de l'institut Culture et Promotion en 1963. Militant régionaliste et de la non-violence.

BOISSIEU DE LUGNE Alain de *(général)*. Né le 5 juillet 1914, Saint-Cyr (1936-1938), lieutenant en 1940, prisonnier, évadé, rejoint les F.F.L., officier à la 2e D.B. en 1944-1945.

Directeur du cabinet militaire de Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie, en 1958, commandant de l'école de Saint-Cyr, Coëtquidan (1964-1967), puis commandant de la 7e division. Il est le gendre du général de Gaulle.

BROTHIER Albert *(général)*. Né le 1er mai 1911, Saint-Cyr (1930), capitaine en juin 1940, prisonnier de guerre en Allemagne (1940-1945),



t aux djebels d'Algérie

affecté à la 13ᵉ D.B.L.E. en 1946, campagne d'Indochine avec la légion étrangère, commandant du 1ᵉʳ R.E.P. à Zéralda en 1956 (expédition de Suez), commandant du 1ᵉʳ R.E.I. à Sidi-Bel-Abbès en 1958, commandant de la base-école des troupes aéroportées à Pau en 1962, puis de la subdivision de la Drôme en 1963.

Chef de la mission militaire française au Laos en 1967, versé dans le cadre de réserve en 1969.

CAMAS Philippe de *(général)*. Né le 28 mars 1907, Saint-Cyr (1925-1927), officier d'état-major en 1939-1940, commandant de la 27ᵉ division d'infanterie et de l'Est algérois (1960-1961), adjoint au général commandant en chef des forces françaises en Allemagne (1962), membre de la délégation française aux entretiens des Rousses en 1962, commandant supérieur des forces françaises en Algérie en 1963-1964, gouverneur militaire de Paris en 1965, puis membre du Conseil supérieur de la guerre en 1965.

CATROUX Georges *(général)*. Né le 29 janvier 1877, Saint-Cyr (1897-1898), commandant en 1914-1918, sert au Maroc et au Levant, gouverneur général de l'Indochine en 1939, rejoint les F.F.L. en 1940, haut-commissaire de la France libre au Levant en 1941, gouverneur général de l'Algérie, puis ministre de l'Afrique du Nord (1943-1944), ambassadeur en U.R.S.S. (1945-1948), grand chancelier de la Légion d'honneur en 1954.

Ministre de l'Algérie du 1ᵉʳ au 6 février 1956 dans le gouvernement Guy Mollet. Décédé le 21 décembre 1969.

CRÉPIN Jean *(général)*. Né le 1ᵉʳ septembre 1908, ancien élève de l'École polytechnique, officier d'artillerie coloniale. Campagnes du Fezzan et de Tripolitaine, puis commandant de l'artillerie de la 2ᵉ D.F.L., adjoint du général Valluy en Indochine en 1945.

En 1959 il est adjoint au commandant de l'armée d'Oran, commandant en chef en Algérie en mars 1960. Nommé commandant en chef des forces françaises en Allemagne en février 1961, puis des forces alliées Centre-Europe en 1963, il entre dans la réserve et devient P.-D. G. de la société nationale Nord-Aviation en 1967 et assume la vice-présidence du conseil de perfectionnement de l'École polytechnique.

DUCOURNAU Paul *(général)*. Né le 27 octobre 1910, officier en 1940, prisonnier, évadé, rejoint les F.F.L. et avec les commandos d'Afrique participe aux campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne, puis avec les troupes aéroportées il combat à Madagascar, en Indochine, en Algérie.

Directeur du cabinet militaire du ministre résidant en Algérie (1956-1958), commandant de la 25ᵉ D.P., puis de la 21ᵉ D.I., du corps d'armée de Constantine (1961-1962). Inspecteur de l'infanterie en 1962, gouverneur militaire de Metz en 1966. Grièvement blessé dans un accident d'hélicoptère.

DULAC André *(général)*. Né le 5 juillet 1907, Saint-Cyr (1925-1927), École supérieure de guerre (1935-1937). Affecté au Levant en 1940, chef de réseau du B.C.R.A., puis de la D.G.E.R. aux F.F.L., en Indochine de 1951 à 1953.

En 1956, il commande le secteur autonome de Tébessa; en 1958, est nommé adjoint au délégué général en Algérie, commandant de la 2ᵉ D.I. et de l'Est constantinois en 1959-1960. Commandant du 2ᵉ corps d'armée en 1964.

ÉLY Paul *(général)*. Né le 17 décembre 1897, Saint-Cyr (1916-1917), École supérieure de guerre (1928), représentant du haut commandement interallié auprès de la Résistance en 1944, commandant de la VIIᵉ région militaire en 1947, chef d'état-major de De Lattre (1948-1949), haut-commissaire et commandant en chef en Indochine, chef d'état-major général de la défense nationale (1959-1961).

Président du comité d'orientation et de perfectionnement du haut enseignement de la défense depuis 1961. Auteur de *l'Armée dans la nation, l'Indochine dans la tourmente*, etc.

FOURQUET Michel *(général d'aviation)*. Né le 9 juin 1914, ancien élève de Polytechnique, lieutenant de l'armée de l'air en 1935, rejoint les F.F.L. en 1940, commandant du groupe « Lorraine » en 1944, de la 21ᵉ escadre de bombardement en 1946-1947, membre de l'état-major particulier du général de Gaulle en 1959, commandant du groupement aérien tactique nᵒ 1 à Constantine en 1960, de la Vᵉ région aérienne à Alger en 1961, Commandant supérieur des forces françaises d'Algérie en avril 1962. En 1966 il devient président du conseil d'administration de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales, chef d'état-major des armées de 1968 à 1971, président du groupement pour le financement de Fos, président de la Société des autoroutes Est-Lorraine depuis 1972.



E.C.P.A.



R. Bail

Alphonse Juin, dernier maréchal de France et « représentant » de l'armée à l'Académie. L'amiral Auboyneau, chef des F.N.F.L., bourlingua sur toutes les mers.

GAMBIEZ Fernand *(général)*. Né le 27 février 1903, Saint-Cyr (1923-1925), commandant de la brigade de choc et des commandos de France en 1944, commandant de Saint-Maixent (1946-1948), campagne d'Indochine (1949-1955), commandant supérieur des troupes françaises de Tunisie (1957), commandant du corps d'armée d'Oran en 1959, commandant en chef en Algérie (février 1961). ▶

Pour l'été 1973, le Cercle du Nouveau Livre proposait à ses adhérents :

Monsieur Le Consul

de Lucien Bodard.

Un Taxi Mauve

de Michel Déon.

Quelques mois plus tard, le premier remportait le Prix Interallié, le deuxième le Prix de l'Académie Française.



Nous avons une habitude au Cercle du Nouveau Livre, une bonne habitude : nous n'offrons à nos adhérents que des œuvres actuelles de qualité. Evidemment, tous nos livres ne sont pas primés, pourtant depuis quatre ans, 4 ont obtenu le Goncourt, 3 le Renaudot, 3 le Fémina et 4 le Prix Interallié.
Et nos lecteurs les ont souvent lus avant la "distribution des prix".

Le Cercle du Nouveau Livre. Comment fonctionne-t-il? Comment ses ouvrages se présentent-ils?

Chaque mois, les adhérents du Cercle du Nouveau Livre reçoivent un cahier littéraire et des fiches exclusives qui leur présentent les meilleurs livres sortis dans le mois. Ils sont parfaitement libres de les commander ou non. Quand ils ont acheté 3 livres au Cercle, ils peuvent en choisir un 4e gratuitement en cadeau. De plus, des offres spéciales particulièrement avantageuses leur sont proposées chaque mois.

Nos adhérents apprécient la sobriété et la grande qualité de nos reliures. Chaque ouvrage se termine par une abondante documentation illustrée sur l'auteur et son œuvre. C'est une édition unique, réservée au Cercle du Nouveau Livre. Et nous proposons ces livres reliés pour le prix d'un livre ordinaire simplement broché.

Vous avez envie de faire partie d'un cercle de livres vraiment intelligent ?

Renvoyez-nous le bon ci-dessous au Cercle du Nouveau Livre, 170 bis, bd du Montparnasse, 75660 Paris Cedex 14. Sans aucun engagement de votre part, bien entendu.

Vous recevrez une documentation complète.

POUR FAIRE CONNAISSANCE
AVEC LE CERCLE DU NOUVEAU LIVRE

Complétez et renvoyez ce bon au Cercle du Nouveau Livre, 170 bis, bd du Montparnasse, 75660 Paris Cedex 14.

Veuillez m'adresser, sans aucun engagement de ma part, une documentation complète sur le Cercle du Nouveau Livre. Il est bien entendu que je reste libre d'adhérer ou non au Cercle et que je ne recevrai aucun livre d'office, ni la visite d'aucun démarcheur.

Nom ______________________

Prénom ______________________

N° ________ Rue ______________________

Code Postal ______________________

Localité ______________________

CNL 543

CNL cercle du Nouveau Livre

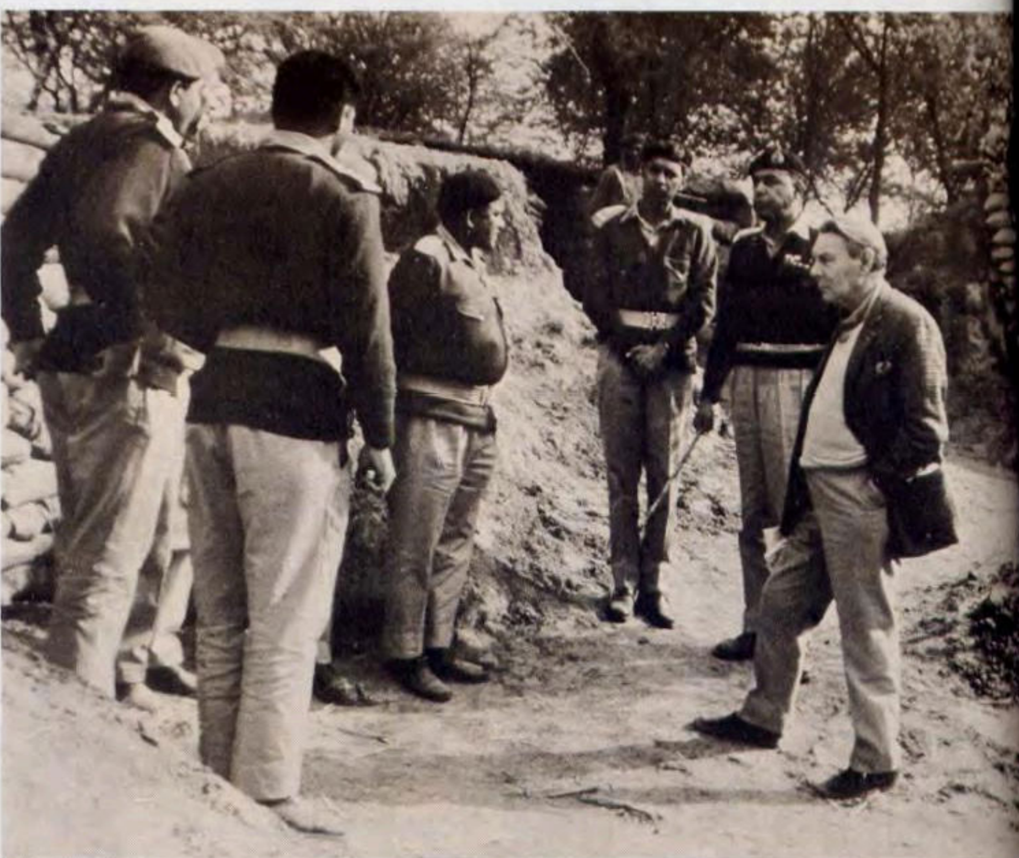
x

le cadre de réserve à l'heure du choix. Politique? Affaires? L

Passé dans la réserve, nommé conseiller d'État en service extraordinaire en 1964, président de la commission française d'histoire militaire. Auteur de *l'Épée de Damoclès* (1967) et d'une *Histoire de la première guerre mondiale*.

GILLES Jean *(général).* Né le 14 octobre 1904, Saint-Cyr, affecté à l'infanterie coloniale, campagne du Maroc en 1925, officier méhariste au Niger de 1926 à 1931, en Mauritanie de 1934 à 1936, de nouveau au Niger de 1940 à 1942, rentre en France, passe en Espagne et rejoint les F.F.L., campagnes de l'île d'Elbe, de France et d'Allemagne avec la 9ᵉ D.I.C., d'Indochine avec la 25ᵉ D.P., défend le camp retranché de Na San et est nommé général en 1953. Commandant dans l'Aurès en novembre 1954, participe à l'opération d'Égypte en 1956, commandant des troupes aéroportées et du corps d'armée de Constantine en 1958, adjoint au commandant en chef en Algérie en 1958, commandant de la Vᵉ région militaire en juillet 1960. Décédé le 10 août 1961.

JACQUIN Henri *(général).* Saint-cyrien, officier de la légion étrangère, affecté au Maroc puis en Indochine (passe en Chine après le coup de force japonais du 9 mars 1945), au Cambodge en 1946, chef du S.R. de la légion de 1948 à 1950. De 1957 à décembre 1960, il est chef du 2ᵉ bureau du général Salan, puis chef du bureau Études et Liaisons des généraux Challe et Crépin. Suspect d'activisme, muté en France en décembre 1960. Cadre de réserve depuis 1968.


P. Habans/Paris Match

JUIN Alphonse *(maréchal de France).* Né le 16 décembre 1888 à Bône, Saint-Cyr (1911), aide de camp de Lyautey, commandant de la 15ᵉ D.M. en 1940, commandant en chef des forces françaises en Afrique du Nord en novembre 1941, rallié au général Giraud en novembre 1942, chef du corps expéditionnaire français en Italie (1943-1944), chef de l'É.-M.G. de la défense nationale à Alger (août 1944-mai 1947), résident général au Maroc (1947-1951), commandant en chef du théâtre d'opérations d'Afrique du Nord en 1948, maréchal de France le 7 mai 1952.

Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer en 1949, élu à l'Académie française en 1952, conservateur du musée Condé à Chantilly en 1963, mis à la retraite après avoir critiqué la politique algérienne du gouvernement. Décédé le 27 janvier 1967.

LORILLOT Henri *(général).* Né le 18 août 1901, Saint-Cyr (1919-1921), campagne de Tunisie (1941-1943), commandant du 110ᵉ R.I. pendant la campagne d'Allemagne, du 2ᵉ R.E.I. en Indochine (1945-1946), commissaire de la République et commandant du Centre-Annam (1947), commandant de la division d'Oran (1951), de la Xᵉ région militaire à Alger, puis commandant supérieur interarmées en Algérie (1955), vice-président du Conseil supérieur de la guerre (1957), chef d'état-major de l'armée de terre 1958.

Cadre de réserve depuis 1958, administrateur à la Régie Renault depuis 1967 et administrateur de la Saviem.

MASSU Jacques *(général).* Né le 5 mai 1908, Saint-Cyr (1928-1930), rallié aux F.F.L. en août 1940, commandant du 2ᵉ bataillon du R.M.T., participe à toutes les campagnes de la 2ᵉ D.B. (France, Allemagne, Indochine). Inspecteur des troupes aéroportées en Afrique du Nord, commandant de la 10ᵉ D.P., commandant militaire du département d'Alger (1957), coprésident du Comité de salut public Algérie-Sahara (mai 1958), commandant du corps d'armée d'Alger (1958-1960), gouverneur militaire de Metz, commandant en chef des forces françaises en Allemagne (1966), membre du Conseil supérieur de la guerre.

Passé dans la réserve, chargé de l'inspection des centres d'accueil de l'armée, auteur de *la Vraie Bataille d'Alger, le Torrent et la Digue* (Plon).

MONTEIL Vincent. Né le 27 mai 1913, Saint-Cyr (1934-1936), officier des A.I. au Maroc puis à la 1ʳᵉ D.F.L. (1940-1948), chargé de mission en Iran (1950-1952), en Libye (1952), campagnes de Corée (1953), d'Indochine au 21ᵉ R.I.C. (1953-1954), chef du cabinet militaire du gouverneur général de l'Algérie Jacques Soustelle en 1955.

Quitte l'armée en 1959, conseiller technique du haut-commissaire en Algérie, Christian Fouchet, en 1962, directeur de l'Institut français d'Afrique noire (1965-1968), conseiller culturel à l'ambassade de France en Indonésie (1968-1970), professeur à l'université de Paris VII depuis 1972. Auteur de nombreux ouvrages sur le monde musulman.

NOIRET Jean *(général).* Né le 12 octobre 1902, Saint-Cyr (1920-1922), commandant de l'École de cavalerie d'Alger (1941), campagne avec la 2ᵉ D.B. (1943-1945), commandant de la subdivision de Tunis (1946), du 1ᵉʳ groupement aéroporté (1947-1949), de l'École de Saumur (1950-1952), secrétaire général du délégué général commandant en chef en Indochine (1954-1955), commandant du corps d'armée de Constantine (1955-1957), chef d'état-major adjoint de la défense nationale (1959), inspecteur général de l'armée de terre en 1961.

Passé dans la réserve en 1963, décédé dans un accident de la route.

OLIÉ Jean *(général).* Né le 24 mars 1904, Saint-Cyr (1924-1926), commandant de la région d'Agadir et des confins algéro-marocains (1946-1950), adjoint au général commandant la zone stratégique d'Afrique du Nord (1951-1954), commandant civil et militaire de Kabylie (1956), commandant le corps d'armée de Constantine (juillet 1958), commandant en chef en Algérie (22 avril-3 mai 1961), placé dans le cadre de réserve à sa demande en septembre 1961.

PARLANGE Gaston *(général).* Né le 24 août 1897, engagé volontaire en 1915, officier des A.I. au Maroc en 1919, commandant du 5ᵉ tabor (1943), chef du territoire du Tafilalet, commandant civil et militaire des Aurès-Nemencha (1956), préfet de Batna (1956-1957), inspecteur général des Centres de regroupement à la Délégation générale du gouvernement en Algérie (1960). Décédé le 20 novembre 1972.

POUILLY Henri de *(général).* Né le 19 avril 1905, Saint-Cyr (1923-1925), officier de cavalerie, colonel au haut-commissariat de France en Indochine en 1951, commandant de la 29ᵉ D.I., puis préfet de Médéa en 1957-1958, commandant du corps d'armée et de la région d'Oran en août 1960, inspecteur de l'arme blindée et de la cavalerie en 1961.

Entré dans la réserve en mars 1962. Décédé le 10 juin 1965.

QUERVILLE Jean-Marie *(amiral).* Né le 9 janvier 1903, École navale, officier de sous-marin rallié aux F.F.L. en 1940, commandant

◀ Le général Beaufre n'est plus en activité, mais il est, comme historien, partout où des pays sont en guerre...

L'amiral Querville et ▶ ses commandos-marine. Des F.N.F.L. à la Méditerranée, puis une courte retraite...

Opération « Étincelle » : commandos, engagés ou appelés, ils ont tous repris leur place dans la vie civile, en 1962. ▼



R. Bail



S. Berthoud

de la 1re division de sous-marins des F.N.F.L. en 1942, du croiseur *Suffren* en Indochine (1947-1951) ainsi que de la marine au Nord-Vietnam, de la division navale d'Extrême-Orient en 1955. Préfet maritime de la IVe région à Mers el-Kébir en 1959, commandant en chef des forces maritimes françaises en Méditerranée en 1960, il sera très hostile au putsch d'Alger.

Entré dans le cadre de réserve en septembre 1962. Décédé le 30 décembre 1967.

ROMAIN-DESFOSSÉS Jacques *(colonel)*. Né à Hanoi en 1908, Saint-Cyr (1928), plusieurs séjours en A.-O.F., en poste à la frontière de Chine de 1938 à 1943, résistance antijaponaise, rejoint le territoire chinois avec la colonne Alessandri après le coup de force japonais du 9 mars 1945. Capitaine au groupement Massu de la 2e D.B. en 1946, prend part à plusieurs opérations aéroportées. En 1956, il forme le 6e R.P.C. ; en 1957, il est en opération dans l'Atlas et, en 1959, devient l'adjoint du général Massu à la 10e D.P.

Responsable du secteur de Philippeville en 1960, puis rappelé en France en 1961 pour avoir manifesté ses sentiments « Algérie française », il sera mis à la retraite par anticipation en 1963.

SAINT-HILLIER *(général)*. Né le 29 décembre 1911, Saint-Cyr (1931-1933), officier de la légion étrangère, campagne de Norvège 1940, rallié aux F.F.L. : campagnes d'Érythrée et de Libye. Commandant de la 13e D.B.L.E. en 1945, commandant du 18e R.P.C. en 1952, puis du G.A.P.1 en Indochine, chef d'état-major du corps d'armée de Constantine en 1958, commandant de la 10e D.P. en Algérie en 1960, envoyé en résidence forcée par les généraux du putsch.

Inspecteur technique du personnel des réserves de l'armée de terre en 1966, puis commandant de la IIIe région militaire à Rennes. Quitte l'armée en 1971.

THOMAZO Jean, dit Nez-de-Cuir *(colonel)*. Né le 14 janvier 1904, Saint-Cyr (1923-1925), guerre du Rif, campagne d'Italie (1943), campagne d'Indochine. Chef d'état-major de la 25e D.I.A. et adjoint au commandant du corps d'armée d'Alger, membre du Comité de salut public en mai 1958, commandant militaire de la Corse en juin 1958.

Député U.N.R. des Basses-Pyrénées (1958-1962), président du Front pour l'Algérie française en juillet 1960, trésorier national de l'Alliance républicaine pour les libertés et le progrès en 1966. Décédé le 10 avril 1973.

TRINQUIER Roger *(colonel)*. Né en 1908, École normale d'Aix-en-Provence, puis Saint-Maixent en 1932. En poste dans la haute région du Tonkin en 1934, affecté en Chine — Pékin, puis Changhaï — de 1939 à 1945, affecté en Indochine au groupement parachutiste Ponchardier en 1946, commandant du 2e B.C.C.P. en 1949, de l'école de saut de Vannes en 1951, des G.C.M.A. d'Indochine en 1953. Adjoint du général Massu pendant la « bataille d'Alger », commandant du 3e R.P.C. en 1958 (occupation du G.G. d'Alger le 13 mai), commandant du secteur d'El-Milia en 1959, rappelé en France en juillet 1960.

En janvier 1961 il accepte le commandement de l'armée du Katanga de Tschombé, mais les événements l'obligent à rentrer en France le 22 avril. Il crée l'Union nationale des parachutistes (U.N.P.) et actuellement se consacre à la viticulture.

VÉZINET Adolphe *(général)*. Né le 1er mars 1906, infanterie coloniale (1930), commandant du 1er R.M.T. en 1943, sous-chef d'état-major à la 2e D.B., chef d'état-major des forces terrestres en Afrique du Nord en 1946, commandant du corps d'armée d'Alger en avril 1960.

Inspecteur général de la défense opérationnelle du territoire en 1963, gouverneur militaire de Lyon en 1964, membre du Conseil supérieur de la guerre en 1966, il est, depuis 1967, conseiller d'État en service extraordinaire. H



Pradier/Dalmas

Colomb-Béchar, la caserne de la légion. Le 2e R.E.I. a sa base à Aïn-Sefra et contrôle la frontière marocaine, mais les « képis blancs » sont partout, à Dar-el-Baraka, Chenoua, Zéralda, Philippeville, Djelfa.

◄ Sidi-Bel-Abbès, le quartier Viénot, le monument aux morts de la légion étrangère. Mieux qu'un simple centre militaire : une institution que l'on croyait immuable et dont nulle force ne pourrait venir à bout.

Le régiment de cavalerie de la légion, où jadis Russes, Hongrois et Yougoslaves étaient très nombreux. Doté aujourd'hui de blindés dont l'entretien est un peu une mystique. Les inspections veillent sur sa permanence.

LA LÉGION A AUBAGNE

A QUELQUES kilomètres de Carnoux, Aubagne est devenue le « Sidi-Bel-Abbès » provençal. Les « képis blancs » de la légion étrangère ont quitté l'Algérie en même temps que les pieds-noirs. Ils ont longtemps fait bon ménage sur la même terre africaine, depuis l'ordonnance fameuse que le roi Louis-Philippe signa le 10 mars 1831 qui transformait le dernier régiment des Hohenlohe en une légion étrangère destinée à combattre hors des frontières de la France métropolitaine. Et les premiers noms de bataille que les légionnaires écrivirent avec leur sang sur leurs drapeaux sont algériens : Arzew et Mostaganem (1833), Moulay-Ismaïl et La Macta (1835), Constantine (1837), Mouzaïa (1840), etc.

Pendant les deux grands conflits mondiaux, les régiments de zouaves, de tirailleurs, de spahis, de chasseurs d'Afrique constitués de pieds-noirs et les unités de « képis blancs » devaient se retrouver dans les mêmes combats : en Artois, en Champagne, à Verdun, à Bir-Hakeim, au Zaghouan, en Italie, en Alsace, en Allemagne. Et aussi au Maroc, au Levant, en Extrême-Orient et de nouveau en Algérie. Comme a écrit l'un des généraux qui eurent l'honneur de la commander : « La légion a été toujours présente là où il fallait mourir. »

On comprend alors les liens qui, aujourd'hui encore, unissent pieds-noirs et « képis blancs ». Ces derniers sont aussi des rapatriés puisqu'ils ont replié leur maison centrale à Aubagne, tout près de Carnoux et d'Aix où a été érigé le Mémorial national des rapatriés. Ainsi, dans un triangle de quarante kilomètres de côté, le destin a fait se rassembler la cité des rapatriés, le monument du souvenir et le musée des trophées légionnaires. Car les régiments étrangers ont rapporté à Aubagne leur monument aux morts et la salle d'honneur où chaque relique évoque une page de gloire.

Si le transfert de l'énorme globe de bronze et du socle de porphyre qui



J. d'Aspe



E C P A

Mais le souverain l'avait fait réparer avec de l'or et il se plaisait à dire à ses familiers : « Il est comme moi, avec l'âge il est devenu doré. »

D'autres personnages princiers ont servi dans les rangs des régiments étrangers et ont ainsi droit au titre honorifique de « képi blanc et pied-noir » : le prince Aage de Danemark y gagna tous ses galons d'officier jusqu'au grade de chef de bataillon ; le prince de Monaco y entra comme sous-lieutenant et reçut la croix de guerre ; le prince Ruspoli, tué au Tonkin, était lieutenant ; Rikiki, dit d'Aligran, tué sur le front français en 1940, était un prince géorgien ; une Altesse turque, le pacha Kvalis, commanda un bataillon. Quant au légionnaire de 2e classe Dauriac, c'était le prétendant au trône de France, Henri, comte de Paris.

Je me suis arrêté devant un lambeau d'étoffe rouge troué par les balles : le fanion du général Négrier. Taillé dans une culotte garance de légionnaire, il fut de toutes les batailles des confins algéro-marocains. Il y a aussi le légendaire parapluie rouge du colonel Rollet qui l'ouvrait tout grand avant de monter à l'attaque. Un jour que l'un de ses officiers lui conseillait de replier l'énorme « pépin » qui risquait d'attirer sur lui le feu de l'ennemi, Rollet répliqua avec le plus grand sérieux : « Et alors, qui me protégera des balles ? »

« Gloire et honneur à la légion ! »

Devenu général et nommé premier inspecteur de la légion étrangère, le « père de la légion » mourut en France en 1941. Il fut inhumé, selon sa volonté, au carré militaire du cimetière de Sidi-Bel-Abbès. Sa veuve revint s'installer dans cette ville qui fut pendant cent trente-six ans la maison mère de la légion. Peu avant l'indépendance, elle y tenait encore un petit kiosque où elle vendait des billets de la Loterie algérienne, marqués d'une grenade à sept flammes, au profit des anciens « képis blancs » dans la détresse.

constituent le monument (devant lequel, chaque 30 avril, anniversaire du combat de Camerone, la main en bois du capitaine Danjou est solennellement présentée aux troupes rangées de part et d'autre de la Voie sacrée) est un exploit, sa construction fut aussi une prouesse entièrement réalisée par les légionnaires.

Mêlé à un groupe d'anciens combattants pieds-noirs qui, lors de la percée de la 3e division d'infanterie algérienne sur Stuttgart, s'étaient battus aux côtés du régiment de marche de la légion étrangère du colonel Gaultier, j'ai retrouvé dans les salles d'honneur des souvenirs pittoresques ou émouvants. Ainsi un buste de bronze au masque dur, aux traits burinés, au nez aquilin. Une vraie tête de condottiere. Il représente le roi Pierre Ier de Serbie qui servit comme lieutenant à la légion. Monté sur le trône, il resta fidèle à son quart de fer battu, culotté par le gros rouge.

Des « képis blancs », un chef d'État français a dit : « Gloire et honneur à la ▶

E.C.P.A.



La musique de la légion ouvre les défilés et déchaîne ▶ l'enthousiasme. Les répétitions sont quotidiennes. Sous le képi blanc, plusieurs prix du Conservatoire...


E.C.P.A

◀ La célébration de l'anniversaire de Camerone à Aubagne, en 1966 : les sapeurs et leurs tabliers de cuir. Toutes les traditions doivent être respectées.

les képis blancs en Provence et à Tahiti

légion ! Elle est le témoignage de la France. » Cette phrase est encore inscrite sur le Livre d'or de la légion étrangère. Elle porte la date du 2 juillet 1958 et elle est signée Charles de Gaulle.

Un poète amateur a dédié les vers suivants à la légion étrangère et les pieds-noirs les ont adoptés, eux qui souvent sont devenus français plus par le sang versé que par le sang reçu :

Étrangère... Non pas ! O France ! Depuis [quand
Le baptême du sang n'est-il plus un [baptême ?
Qui donc vous renierait, Français, sans un [blasphème,
Martyrs de Camerone, héros de Tuyen-[Quan ?
Oui, vous êtes à nous, et nôtre est votre [gloire ;
Les lauriers sont à nous dont vos fronts sont [fleuris.
Et parmi les plus beaux feuillets de notre [histoire,
Notre orgueil compte ceux que vous avez [écrits.

C'est pourquoi, sur le socle du Mémorial des rapatriés d'Aix-en-Provence, entre les urnes renfermant de la terre des anciens territoires français d'outre-mer : Indochine, Levant, Madagascar, Afrique noire, Tunisie, Maroc, Algérie, se trouve gravée l'épitaphe : *Le vrai tombeau des morts, c'est le cœur des vivants.*

C'est en 1964 qu'un ancien officier de l'armée d'Afrique, le commandant Doupouy, touché par le chagrin de ses anciens camarades de la Ire armée française qui demandaient en vain le rapatriement des plaques de leurs principaux monuments aux morts, ouvrit une souscription pour l'érection d'un Mémorial à la gloire des morts de la France d'outre-mer. La municipalité d'Aix-en-Provence fit don d'un emplacement dans l'enceinte même du cimetière communal. Le 25 octobre 1965, le monument était solennellement inauguré en présence des autorités civiles et militaires et du bachagha Boualem.

Le mémorial est une dalle dressée, haute de 4,50 m, taillée dans la pierre de Rognes, un matériau de la région. François Martinez, sculpteur de talent, qui fut longtemps professeur des Beaux-Arts en Algérie, en a fait surgir une femme debout symbolisant la tristesse. Ce fut un instant d'intense émotion lorsque, les honneurs militaires étant rendus par un détachement de la légion étrangère, les drapeaux des anciens de De Lattre, de Juin et de Leclerc, des rescapés de Verdun et du Garigliano, des vétérans des jungles, des rizières et des djebels frôlèrent de leur étamine fanée et de leurs ors ternis cette stèle devenue centre de pèlerinage et de recueillement.

L'initiative du commandant Doupouy a suscité des vocations et, depuis, s'est constituée l'association Municipalités et

Le socle de porphyre, le globe et les statues de bronze ont été enlevés à Sidi-Bel-Abbès et transportés à Aubagne. La légion a retrouvé son cadre. ▼


E.C.P.A

Souvenir, que préside le maire de Saint-Étienne, M. Durafour. De nombreuses villes de France ont demandé à recevoir un monument aux morts d'Algérie. D'autres ont fait graver des plaques pour rappeler le souvenir des morts pour la France dont les tombes sont restées outre-mer. La ville de Lyon a réussi à faire rapatrier le poilu qui se trouvait au sommet du monument d'Oran.

Par ce culte du souvenir, les pieds-noirs ont fait leur cette phrase de Bernanos : « Surmonter le désespoir, c'est la plus belle forme de l'espérance. » **H**

Léo PALACIO

Ménager/Paris-Match

La légion à Tahiti : ce n'est plus « le sable chaud » ni les rizières du Tonkin, mais la douceur des îles, les danseurs de tamouré et... les expériences atomiques. ▶

ILS ONT VOULU GARDER L'ALGÉRIE FRANÇAISE



Les quatre généraux du putsch d'Alger. *De g. à dr. :* Zeller, Jouhaud, Salan, Challe. L'armée ne suit pas, la majorité des officiers est sur la réserve, les soldats du contingent sont très hostiles aux « factieux ».

Des généraux, des colonels, des capitaines qui se révoltent contre le pouvoir politique ? Le fait n'était pas unique dans l'histoire de la France. Mais, en 1961, il s'agit bien d'une crise de conscience née de la décision d'abandonner une « province française » et débouchant sur une réaction passionnelle. On a qualifié de « soldats perdus » ceux qui se lancèrent dans l'aventure du putsch et de l'O.A.S. Où sont-ils aujourd'hui?

après les difficultés de la clandestinité, l'amertume de l'éc

ARGOUD Antoine *(colonel)*. Né en 1914, sorti de Polytechnique, campagne de France dans les blindés en 1940, débarquement en Provence en 1944. En janvier 1960, il est chef d'état-major du général Massu à Alger, inculpé après la « semaine des barricades », puis acquitté. On le retrouve dans le putsch et, en février 1962, il devient responsable de l'O.A.S. Métro.

Enlevé à Munich, condamné à la détention perpétuelle en décembre 1963, libéré le 15 juin 1968, amnistié, retiré à Darney, village des Vosges.

BIDAULT Georges. Né le 5 octobre 1899, professeur d'histoire, président du C.N.R. en 1943, plusieurs fois président du Conseil de 1946 à 1950, président du B.E.P. du Rassemblement pour l'Algérie française en 1959, désigné comme successeur du général Salan et président du C.N.R. en 1962, en exil en Suisse, en Italie, en Allemagne et en Autriche pendant l'été de 1962, à Munich en décembre, à Londres en janvier 1963. Réfugié au Brésil, puis en Belgique de 1963 à 1967.

Rentré en France après l'amnistie de juin 1968, il fonde le Mouvement pour la justice et la liberté.

BROIZAT *(colonel)*. Officier de réserve entré dans l'active. Il fait son noviciat chez les bénédictins, puis se convertit au protestantisme, enfin se présente aux élections législatives à Paris. Après avoir participé aux préparatifs du putsch d'Alger, il devient chef d'état-major de l'insurrection mais refuse de s'intégrer à l'O.A.S. et de cautionner la violence contraire à ses principes religieux.

Clandestin en Algérie pendant un temps, puis en exil en Espagne, il vit actuellement en Nouvelle-Calédonie et se consacre à l'action religieuse.

CHALLE Maurice *(général d'aviation)*. Né le 5 septembre 1905, sorti de Saint-Cyr (promotion 1923-1925), lieutenant pilote en 1927, chef d'un réseau de renseignements (1943-1944), commandant de l'air au Maroc en 1949, commandant de l'École supérieure de guerre aérienne en 1953, commandant en chef des forces françaises d'Algérie (décembre 1958-avril 1960), commandant en chef des forces alliées de la zone Centre-Europe de l'O.T.A.N. (1960-1961), mis en disponibilité. Il prend la tête du putsch d'Alger, est arrêté et condamné à 15 ans de prison le 31 mai 1961, libéré en décembre 1966, gracié en 1967, amnistié en 1968.

Le général Challe vit aujourd'hui à Paris et fut président-directeur général de la Société européenne de transports et d'affrètement.

CHÂTEAU-JOBERT Pierre *(colonel)*. Né le 3 février 1912, officier d'artillerie en 1940, rejoint les F.F.L. et participe aux campagnes d'Érythrée et de Libye. Commandant de la 1re B.C.C.P. en Indochine, puis du 1er R.P.C. Expédition de Suez en 1956, opérations en Algérie ensuite. Déserte de l'état-major de la région de Cherbourg en janvier 1962 et rejoint l'O.A.S. (commandement de la zone 2, Constantine).

Après avoir échoué dans l'organisation de réseaux clandestins en métropole, il prend la route de l'exil en Espagne.

CURUTCHET Jean-Marie. Né en 1930, Prytanée militaire, Saint-Cyr (1952-1954), affecté à une unité parachutiste en Algérie, capitaine, entré dans la clandestinité en septembre 1961, chef de la branche Organisation-Renseignement-Opérations de l'O.A.S. Métro, adjoint du colonel Argoud, cofondateur du Conseil national de la révolution. Arrêté à Dakar, ramené en France et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, emprisonné à l'île de Ré.

Libéré et amnistié en juin 1968. Reconverti dans les affaires. Auteur d'un livre : *Je veux la tourmente*.

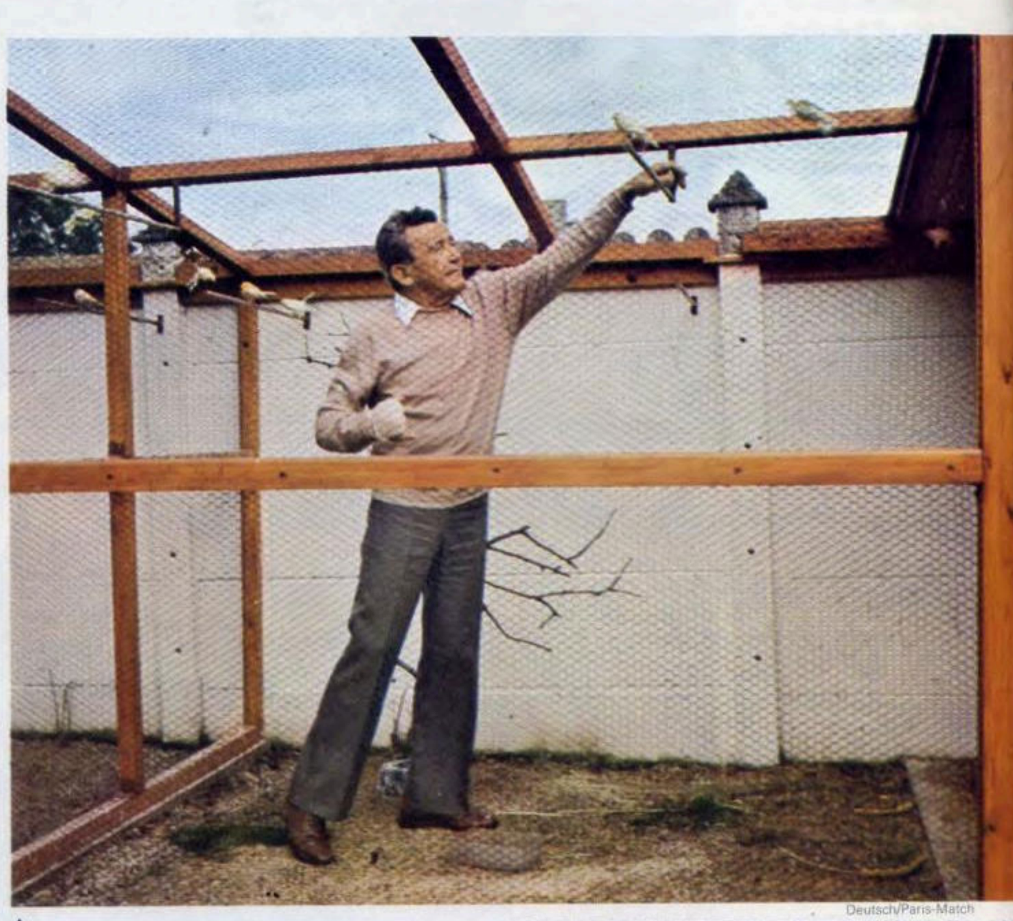
DEGUELDRE Roger *(lieutenant)*. Né en 1925, combat dans les rangs des F.T.P.F. en 1942, s'engage dans la 1re armée dès la Libération, participe à la campagne d'Indochine avec la légion étrangère, puis aux opérations en Algérie avec le 1er R.E.P. Le 4 avril 1961 dirige les « commandos Delta » de l'O.A.S. spécialisés dans les attentats.

Arrêté le 7 avril 1962, condamné à mort et fusillé au fort d'Ivry le 6 juillet de la même année.

GARDES Jean *(colonel)*. Né le 4 octobre 1914, sorti de Saint-Cyr (promotion 1937), campagnes de France (1940), d'Italie, de France et d'Allemagne (1943-1945). En Indochine, il prend la direction du service presse-information du C.E.F. et devient un spécialiste de la « guerre psychologique » en 1958, à Alger. En avril 1961 devient membre du comité directeur de l'O.A.S., responsable de l'organisation des masses.

En exil après l'indépendance algérienne. Il se fixe en Argentine en 1963 et monte une entreprise de conserverie, puis rentre en France après l'amnistie. Il se consacre aujourd'hui aux affaires.

GARDY Paul *(général)*. Né le 11 août 1901, Saint-Cyr (1921-1923), affecté au 1er R.E.C., campagnes de Syrie (1925-1927), du Maroc



Deutsch/Paris-Match

▲ **Le colonel Yves Godard, muté après les « barricades », avait rejoint Alger lors du putsch et était devenu un des cerveaux de l'O.A.S. Depuis 1968 il mène une vie retirée.**



Deutsch/Paris-Match

Le bachagha Boualem, ancien député d'Orléansville, avait été un défenseur actif de l'Algérie française. Il est aujourd'hui exploitant agricole dans le midi de la France. ▶

après les difficultés de la clandestinité, l'amertume de l'éc

ARGOUD Antoine *(colonel)*. Né en 1914, sorti de Polytechnique, campagne de France dans les blindés en 1940, débarquement en Provence en 1944. En janvier 1960, il est chef d'état-major du général Massu à Alger, inculpé après la « semaine des barricades », puis acquitté. On le retrouve dans le putsch et, en février 1962, il devient responsable de l'O.A.S. Métro.

Enlevé à Munich, condamné à la détention perpétuelle en décembre 1963, libéré le 15 juin 1968, amnistié, retiré à Darney, village des Vosges.

BIDAULT Georges. Né le 5 octobre 1899, professeur d'histoire, président du C.N.R. en 1943, plusieurs fois président du Conseil de 1946 à 1950, président du B.E.P. du Rassemblement pour l'Algérie française en 1959, désigné comme successeur du général Salan et président du C.N.R. en 1962, en exil en Suisse, en Italie, en Allemagne et en Autriche pendant l'été de 1962, à Munich en décembre, à Londres en janvier 1963. Réfugié au Brésil, puis en Belgique de 1963 à 1967.

Rentré en France après l'amnistie de juin 1968, il fonde le Mouvement pour la justice et la liberté.

BROIZAT *(colonel)*. Officier de réserve entré dans l'active. Il fait son noviciat chez les bénédictins, puis se convertit au protestantisme, enfin se présente aux élections législatives à Paris. Après avoir participé aux préparatifs du putsch d'Alger, il devient chef d'état-major de l'insurrection mais refuse de s'intégrer à l'O.A.S. et de cautionner la violence contraire à ses principes religieux.

Clandestin en Algérie pendant un temps, puis en exil en Espagne, il vit actuellement en Nouvelle-Calédonie et se consacre à l'action religieuse.

CHALLE Maurice *(général d'aviation)*. Né le 5 septembre 1905, sorti de Saint-Cyr (promotion 1923-1925), lieutenant pilote en 1927, chef d'un réseau de renseignements (1943-1944), commandant de l'air au Maroc en 1949, commandant de l'École supérieure de guerre aérienne en 1953, commandant en chef des forces françaises d'Algérie (décembre 1958-avril 1960), commandant en chef des forces alliées de la zone Centre-Europe de l'O.T.A.N. (1960-1961), mis en disponibilité. Il prend la tête du putsch d'Alger, est arrêté et condamné à 15 ans de prison le 31 mai 1961, libéré en décembre 1966, gracié en 1967, amnistié en 1968.

Le général Challe vit aujourd'hui à Paris et fut président-directeur général de la Société européenne de transports et d'affrètement.

CHÂTEAU-JOBERT Pierre *(colonel)*. Né le 3 février 1912, officier d'artillerie en 1940, rejoint les F.F.L. et participe aux campagnes d'Érythrée et de Libye. Commandant de la 1re B.C.C.P. en Indochine, puis du 1er R.P.C. Expédition de Suez en 1956, opérations en Algérie ensuite. Déserte de l'état-major de la région de Cherbourg en janvier 1962 et rejoint l'O.A.S. (commandement de la zone 2, Constantine).

Après avoir échoué dans l'organisation de réseaux clandestins en métropole, il prend la route de l'exil en Espagne.

CURUTCHET Jean-Marie. Né en 1930, Prytanée militaire, Saint-Cyr (1952-1954), affecté à une unité parachutiste en Algérie, capitaine, entré dans la clandestinité en septembre 1961, chef de la branche Organisation-Renseignement-Opérations de l'O.A.S. Métro, adjoint du colonel Argoud, cofondateur du Conseil national de la révolution. Arrêté à Dakar, ramené en France et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, emprisonné à l'île de Ré.

Libéré et amnistié en juin 1968. Reconverti dans les affaires. Auteur d'un livre : *Je veux la tourmente*.

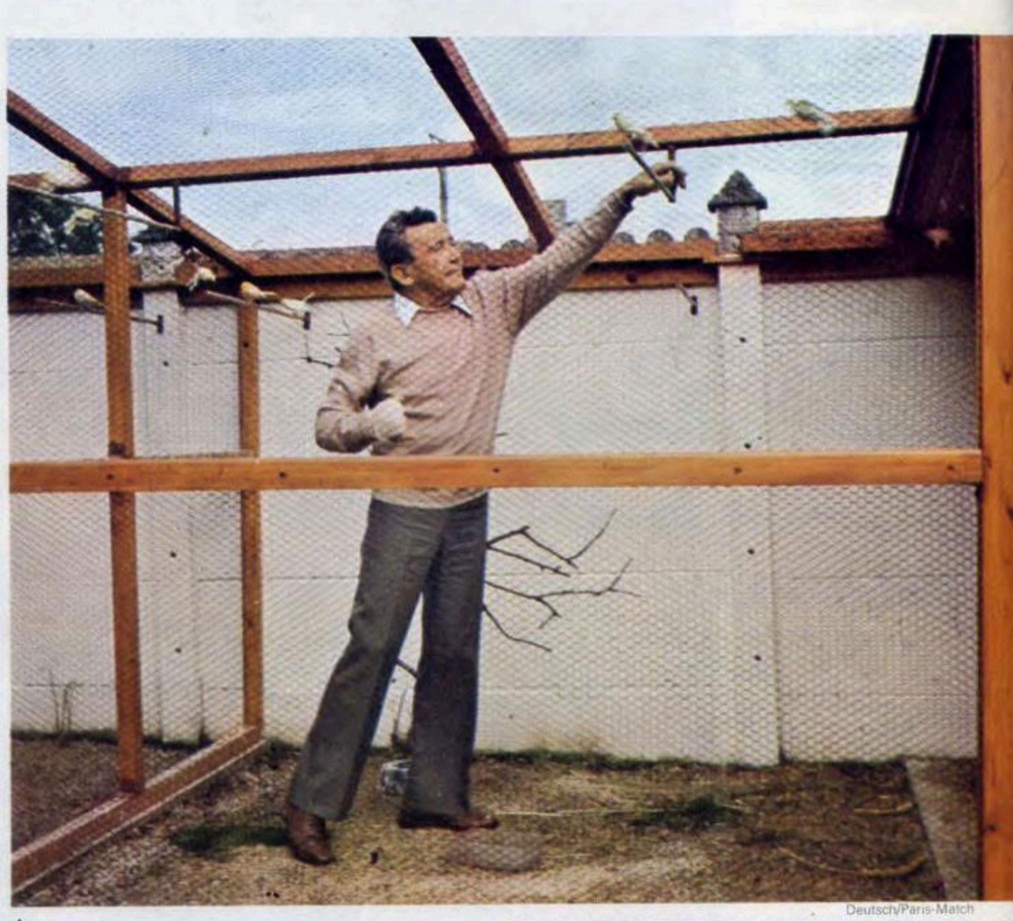
DEGUELDRE Roger *(lieutenant)*. Né en 1925, combat dans les rangs des F.T.P.F. en 1942, s'engage dans la 1re armée dès la Libération, participe à la campagne d'Indochine avec la légion étrangère, puis aux opérations en Algérie avec le 1er R.E.P. Le 4 avril 1961 dirige les « commandos Delta » de l'O.A.S. spécialisés dans les attentats.

Arrêté le 7 avril 1962, condamné à mort et fusillé au fort d'Ivry le 6 juillet de la même année.

GARDES Jean *(colonel)*. Né le 4 octobre 1914, sorti de Saint-Cyr (promotion 1937), campagnes de France (1940), d'Italie, de France et d'Allemagne (1943-1945). En Indochine, il prend la direction du service presse-information du C.E.F. et devient un spécialiste de la « guerre psychologique » en 1958, à Alger. En avril 1961 devient membre du comité directeur de l'O.A.S., responsable de l'organisation des masses.

En exil après l'indépendance algérienne. Il se fixe en Argentine en 1963 et monte une entreprise de conserverie, puis rentre en France après l'amnistie. Il se consacre aujourd'hui aux affaires.

GARDY Paul *(général)*. Né le 11 août 1901, Saint-Cyr (1921-1923), affecté au 1er R.E.C., campagnes de Syrie (1925-1927), du Maroc



Deutsch/Paris-Match

▲ Le colonel Yves Godard, muté après les « barricades », avait rejoint Alger lors du putsch et était devenu un des cerveaux de l'O.A.S. Depuis 1968 il mène une vie retirée.



Deutsch/Paris-Match

Le bachagha Boualem, ancien député d'Orléansville, avait ▶ été un défenseur actif de l'Algérie française. Il est aujourd'hui exploitant agricole dans le midi de la France.

c, la tristesse de l'exil en terre étrangère


Ribeaud

◀ Georges Bidault, très entouré, a vécu dans la clandestinité dans tous les pays d'Europe et au Brésil. Rentré en France en 1968, il vit depuis lors dans une semi-retraite politique.


Melet/Paris-Match

Pierre Sergent, ancien ▶ capitaine au 1er R.E.P., avait été un de ceux qui allèrent jusqu'au bout de leur engagement. Celui qui fut un symbole de l'O.A.S. et de l'action est devenu écrivain.

(1927-1932), en service en Tunisie de 1933 à 1938. Campagnes de Tunisie (1942-1943), de France et d'Allemagne avec la 1re D.B., commandant le 1er régiment de cuirassiers (1946-1947), commandant le groupement autonome de la légion à Sidi-Bel-Abbès de 1951 à 1955, inspecteur de la légion (1958-1959), entré dans le cadre de réserve en 1960.
Rallié au putsch des généraux d'Alger, il prend ensuite le chemin de l'Espagne puis du Brésil où il a acheté une exploitation.

JOUHAUD Edmond *(général d'aviation)*. Né le 2 avril 1905, à Bou-Sfer (Oranie), participe à la Résistance en 1942. Commandant de l'air en Tunisie en 1948-1949, puis en Indochine en 1953-1954, il est commandant de la Ve région aérienne (Tunisie, Maroc, Algérie) et adjoint opérationnel au commandant en chef en 1957. Nommé inspecteur général de l'armée de l'air le 15 mars 1960, il démissionne sept mois plus tard pour prendre la direction d'une entreprise industrielle à Alger. Après le putsch, il est arrêté à Oran le 25 mars 1962, condamné à mort le 13 avril, gracié le 26 novembre, libéré de la prison de Tulle le 23 décembre 1967, amnistié en 1968.
Fixé à Paris, le général Jouhaud a publié une *Histoire de l'Afrique du Nord* pour les jeunes et un livre de souvenirs, *O mon pays perdu !* (Fayard)

LAGAILLARDE Pierre. Né le 15 mai 1931, président de l'Association des étudiants d'Alger en 1957, lieutenant parachutiste, avocat à Blida, député d'Alger-Ville en 1958, arrêté à la suite de la « semaine des barricades » et incarcéré à la Santé de février à novembre 1960, mis en liberté provisoire, en fuite vers l'Espagne en décembre 1960, participant au putsch d'Alger.
Rentré en France après l'amnistie de 1968, aujourd'hui avocat au barreau d'Auch.

LECOMTE Pierre *(colonel)*. Né en 1918, Saint-Cyr en 1939, campagne de France, prisonnier, évadé, affecté au 8e R.T.M. au Maroc, campagne

J.-J. Susini sur la ▶ route du château d'If. Il est né à Alger en 1934. Son père était cheminot et militant communiste, il sera médecin et activiste de droite, membre du R.P.F., du mouvement Poujade, puis fondateur du Mouvement national étudiant. En 1960, on le trouve aux côtés du cafetier Ortiz sur les barricades d'Alger. Ce qui lui vaut d'être arrêté et transféré à la Santé. Mis en liberté provisoire, il file en Espagne, puis rejoint Alger avec Salan pour le putsch. Enfin, il joue un rôle de premier plan dans l'O.A.S., forme les commandos « Z », tente enfin un accord avec le F.L.N. On le retrouve à Marseille, mêlé à de mystérieux hold-up, arrêté, jugé et acquitté, mais toujours en prison pour d'autres affaires.

Deutsch/Paris-Match




G. Guy/Paris-Match

Dans la petite cour de la prison de Tulle, les généraux du putsch purgent leur peine en se maintenant en forme tout en espérant que l'amnistie ne tardera pas trop.

comment reprendre sa place dans la société ?

d'Italie, puis campagne d'Alsace. Il participe aux opérations en Indochine (1951-1953) et, en 1958, est à l'état-major de la 10ᵉ D.P. en Algérie. Commandant du 14ᵉ R.C.P. dans l'Aurès en 1959 et 1960, il engage son unité dans le putsch d'Alger.

Condamné à 8 ans de prison le 28 juin 1961, libéré le 14 juillet 1965, il profite de cette période d'inactivité pour préparer une thèse de sciences économiques. Il occupe aujourd'hui un poste à la direction du personnel de la société L'Air Liquide.

ORTIZ Joseph. Né en 1917 en Algérie, dirige une agence immobilière, puis un garage, puis la Brasserie du Forum. Il adhère à l'U.F.N.A., puis au mouvement Poujade, se rallie au nationalisme actif et prépare un putsch avec le général Faure. Le 13 mai 1958, il est au G.G. et, plus tard, crée le Front national français (F.N.F.). On le retrouve au premier rang sur les « barricades » d'Alger en 1960 : il évite l'arrestation en partant clandestinement pour Gênes, la Suisse et enfin les Baléares. Il s'installe à Palma et monte la boîte de nuit « El Granero », puis un restaurant.

Après l'amnistie, Jo Ortiz rentre en France.

SALAN Raoul *(général).* Né le 10 juin 1899, sorti de Saint-Cyr (promotion 1917-1918), lieutenant et capitaine en Indochine de 1924 à 1937, chef du service de renseignements au ministère des Colonies en 1938, chef du 2ᵉ bureau de l'E.-M.G. à Alger en 1943, commandant du 6ᵉ R.I.C. en 1944, commandant des troupes de Chine et d'Indochine du Nord en octobre 1945, commandant en chef du C.E.F. après la mort du général de Lattre, commandant de la Xᵉ région militaire en 1956, puis délégué général et commandant en chef en Algérie en mai 1958. Admis à la retraite le 10 juin 1960.

Il participe au putsch d'avril 1961, devient chef de l'O.A.S. Arrêté à Alger le 20 avril 1962, condamné à la réclusion perpétuelle, libéré de la prison de Tulle le 15 juin 1968, amnistié. Fixé à Paris, le général Salan est président d'honneur de l'Association des combattants de l'armée française. Il a déjà publié trois tomes de ses *Mémoires* (Presses de la Cité).

SÉRIGNY, Alain Le Moyne de. Né le 18 février 1912, directeur général des journaux *l'Écho d'Alger, Dernière Heure* et *Dimanche matin,* vice-président de l'Assemblée algérienne en 1957, inculpé dans l'affaire des « barricades » en janvier 1960, incarcéré à la Santé, acquitté en mars 1961. Président des Cargos algériens, directeur de la Société européenne de brasserie depuis 1963.

SERGENT Pierre. Né le 30 juin 1926, Saint-Cyr (1947-1949), affecté au B.E.P. en Indochine, lieutenant d'une compagnie saharienne portée, capitaine au 1ᵉʳ R.E.P. à Zéralda en 1958, participe à la « Semaine des barricades » à Alger. Muté à Chartres en janvier 1961, il participe à la préparation du putsch puis entre dans la clandestinité et est chargé par le colonel Godard d'organiser l'O.A.S.-Métro. En 1963, cofondateur du Conseil national de la révolution, il voyage à travers l'Europe et échappe à tous les pièges.

Rentré en France en novembre 1968, il se consacre aux études d'histoire contemporaine et a publié un récit de son engagement : *Je ne regrette rien* (Fayard).

SOUSTELLE Jacques. Né le 3 février 1912. Normalien, agrégé de philosophie, docteur ès lettres, sous-directeur du Musée de l'homme en 1937, rallié à la France libre en 1940, chef des Services spéciaux à Alger en 1943-1944, commissaire de la République à Bordeaux, ministre de l'Information, puis des Colonies, député de la Mayenne, un des fondateurs du R.P.F., gouverneur général de l'Algérie en 1955-1956.

Rallié à l'Algérie française, inculpé de complot contre l'autorité de l'État le 22 septembre 1962, en exil de 1962 à 1968, rentré en France après l'amnistie. Directeur d'études à l'École pratique des hautes études depuis 1969, président-fondateur du mouvement national Progrès et Liberté depuis 1970.

ZELLER André *(général).* Né le 1ᵉʳ janvier 1898, sous-chef d'état-major de Juin en Italie en 1943-1944, commandant de l'artillerie de la 1ʳᵉ D.B. en 1944-1945, inspecteur de l'artillerie en 1950, chef d'état-major de l'armée en 1955, démissionnaire en 1956. Entre 1956 et 1958 il se consacre à la Société de développement régional du Sud-Est, reprend du service dans l'armée en 1958-1959, participe au putsch d'Alger, est arrêté le 6 mai 1961, condamné à 15 ans de prison, libéré le 14 juillet 1966, amnistié en 1968.

Le général Zeller vit aujourd'hui à Paris. Pendant sa détention, il rédigea un lexique de physique nucléaire, qui fut publié, puis un remarquable livre d'histoire, *les Hommes de la Commune* et les *Entretiens* (Presses de la Cité). H

DANS LA VOIE TRACÉE PAR LE GOUVERNEMENT



G. Caron/Gamma

De Gaulle : l'autorité de l'État.

Melet/Paris-Match

▲ Mgr Duval, archevêque d'Alger, s'efforçait de calmer les passions et s'attirait la haine. Il est aujourd'hui cardinal.



Jourdes/Paris-Match

◀ Louis Joxe eut la lourde mission de négocier avec les représentants du G.P.R.A. Maintenant député U.R.P. du Rhône.

Les hauts fonctionnaires avaient à appliquer la politique définie par le général de Gaulle sans faire intervenir leurs sentiments personnels. Rares furent ceux qui osèrent mettre en cause l'autorité de l'État. Les parlementaires et les hommes politiques de la majorité n'eurent pas une attitude différente. Depuis 1962, les uns et les autres ont poursuivi une carrière sans histoire dans l'Hexagone.



Christian Fouchet, haut-commissaire en Algérie en 1962. Il s'est séparé de l'U.D.R. en 1971 et mène campagne au nom de l'orthodoxie gaulliste.

Marc Riboud/Magnum



BOUALEM bachagha. Né le 2 octobre 1906, bachagha des Beni-Boudouane, député d'Orléansville de 1958 à 1962, vice-président de l'Assemblée nationale, cofondateur du Rassemblement pour l'Algérie française, chef de bataillon.

Replié en France avec sa famille, il vit dans le Midi depuis 1962. Trois ouvrages ont paru sous sa signature : *Mon pays... la France* (1962), *les Harkis au service de la France* (1963) et *l'Algérie sans la France* (1964).

BURON Robert. Né le 27 février 1910, secrétaire de la chambre syndicale des chocolatiers (1937-1940), président de Gaumont-Actualités (1944-1947), député M.R.P. de la Mayenne en 1946, ministre de l'Information en 1951, des Travaux publics de 1958 à 1962. Arrêté et envoyé en résidence forcée à In-Salah par les généraux du putsch.

Président de l'École nouvelle d'organisation économique et sociale en 1964, président du groupe Objectif 1972 — qui deviendra Objectif socialiste — à partir de 1967. Décédé le 28 avril 1973.

CAMUS Albert. Né le 7 novembre 1913 à Mondovi, il passe toute son enfance à Alger, obtient son D.E.S. en 1936, fonde le Théâtre du travail, devient journaliste à *Alger républicain* en 1938, participe à la Résistance en France en 1942. Rédacteur en chef de *Combat* de 1944 à 1947, il se dresse contre toutes les formes de répression (Madagascar, Hongrie...) et, le 22 janvier 1956, lance un appel en faveur d'une trêve en Algérie.

Son œuvre littéraire marque toute une génération et il reçoit le prix Nobel en 1957. Tué dans un accident de la route le 4 janvier 1960.

CHAUSSADE Pierre. Né le 3 juillet 1913, avocat en 1934-1935, sous-préfet de Brive en 1943, poursuit une carrière administrative à la présidence du Conseil de 1948 à 1951; préfet de la Marne en 1951, secrétaire général du Gouvernement général de l'Algérie en août 1956.

Préfet de l'Hérault en 1958, en disponibilité depuis 1967. P.D.G. de la Société Albert Cochery, administrateur de nombreuses sociétés, président de la Société de développement régional de la Normandie depuis 1969.

CHEVALLIER Jacques. Né le 15 novembre 1911, industriel, député d'Alger en 1946, il démissionne pour siéger à l'Assemblée algérienne en 1951. Maire d'Alger de 1953 à 1958, secrétaire d'État à la Guerre dans le gouvernement Mendès-France en 1954, il adopte des positions libérales dans l'affaire algérienne.

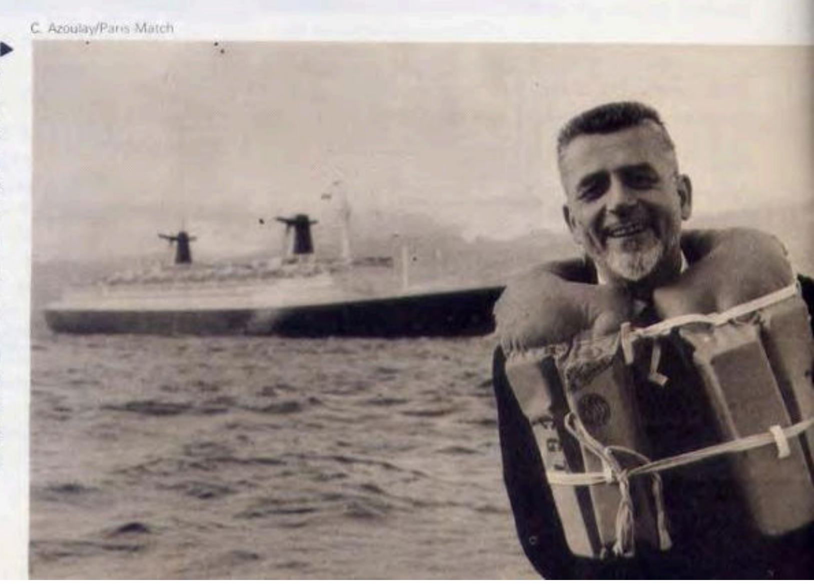
Demeuré en Algérie après l'indépendance, il devient vice-président de la Chambre de commerce d'Alger (1963-1966), vice-président du port autonome d'Alger (1963-1964). En 1965, il fonde une société pour l'aménagement et l'équipement du tourisme en Algérie. Décédé le 13 avril 1971.

COULET François. Né le 16 janvier 1906, diplomate, rallié à la France libre en 1940, chef de cabinet du général de Gaulle en 1941, commandant parachutiste en 1942, secrétaire général en Corse en 1943, commissaire de la République à Rouen en 1944, ambassadeur en Iran en 1950, en Yougoslavie en 1954, lieutenant-colonel du groupement des commandos parachutistes de l'armée de l'air en Algérie (1956-1960), directeur des affaires politiques de la Délégation générale du gouvernement à Alger (avril 1960-juillet 1961).

P.D.G. de la Sofirad de 1962 à 1965, en retraite en 1970, conseiller technique de l'agence Information et Entreprise et délégué général de la Fédération française des clubs automobiles.

COUP DE FRÉJAC Jacques. Né le 9 mai

C. Azoulay/Paris-Match



R. Buron, en croisière ▶ sur le *France* aux Canaries. Ministre du général de Gaulle et négociateur à Évian, il connut quelques mésaventures lors du putsch. En 1966, il crée un mouvement opposé à l'U.D.R. qui, de tendance d'abord réformatrice, glissera ensuite à partir de 1972 vers l'union de la gauche. Mais il meurt en 1973 à 53 ans.

n difficile de faire aboutir la phase ultime de la décolonisation



Keystone

◀ **Pierre Guillaumat, ministre des Armées de 1958 à 1960, animateur des recherches pétrolières au Sahara, dirige les Pétroles d'Aquitaine depuis 1965.**

1919, administrateur civil au Commissariat général aux affaires allemandes de 1946 à 1952, chef du département des relations publiques de la Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie (1958-1959), directeur de l'Information à la Délégation générale du gouvernement en Algérie (1960-1961).

Président de l'Association française des relations publiques (AFREP) depuis 1972.

DEBRÉ Michel. Né le 15 janvier 1912, maître des requêtes au Conseil d'État en 1942, adjoint au délégué de la France libre en 1943, commissaire de la République à Angers en 1944, sénateur d'Indre-et-Loire en 1948, fondateur du *Courrier de la colère* en 1957, premier ministre de 1959 à 1962, député de la Réunion depuis 1963.

Ministre de l'Économie et des Finances en 1966, des Affaires étrangères en 1968, de la Défense nationale en 1969, il représente la continuité gaulliste au sein de la majorité.

DELBECQUE Léon. Né le 25 août 1919, délégué départemental du R.P.F. Nord en 1947, chargé de mission au cabinet de Jacques Chaban-Delmas en 1957, vice-président du Comité de salut public d'Algérie et du Sahara en 1958, membre fondateur du comité central de l'U.N.R., député (1958-1962).

Directeur général de la Société privée d'aménagement du territoire depuis 1963, directeur général de la Sodeco depuis 1970.

DELOUVRIER Paul. Né le 25 juin 1914, inspecteur général des Finances, directeur du cabinet de René Pleven en 1945, directeur général adjoint des impôts de 1948 à 1953, directeur de la division finances à la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1955, délégué général du gouvernement en Algérie de 1958 à 1960.

Préfet de la région parisienne de 1966 à 1969, vice-président de la Commission nationale de l'aménagement du territoire en 1963, président du conseil d'administration d'Électricité de France depuis 1969, président du comité directeur du Plan-Construction depuis 1970.

DUVAL Léon *(cardinal)*. Né le 9 novembre 1903, professeur au grand séminaire d'Annecy de 1930 à 1942, évêque de Constantine et d'Hippone en 1946, archevêque d'Alger en 1954. Ses prises de position libérales lui attirent l'hostilité des ultras « Algérie française ».

Adopte la nationalité algérienne après l'indépendance.

Nommé cardinal en 1965, il poursuit son apostolat et anime des œuvres humanitaires à Alger depuis 1962.

FOUCHET Christian. Né le 17 novembre 1911, rallié à la France libre en juin 1940, campagne du Fezzan et de Libye, délégué du G.P.R.F. à Lublin en 1944-1945, puis aux Indes, membre du comité directeur du R.P.F., député de Paris (1951-1955), ministre des Affaires marocaines et tunisiennes (juin 1954-février 1955), haut-commissaire de la République en Algérie (19 mars-4 juillet 1962).

Ministre de l'Éducation nationale (1962 et 1966-1967), député de Meurthe-et-Moselle en 1968, quitte l'U.D.R. en février 1971, fonde le Mouvement pour l'avenir du peuple français en 1972.



M. Le Tac/Paris-Match

Michel Debré, qui fut un chaud partisan de l'Algérie française et devint un des « barons » du gaullisme, assiste aux manœuvres comme ministre de la Défense.



▲ Robert Lacoste, ministre de l'Algérie en 1958, est âgé de 76 ans et siège au Sénat sur les bancs socialistes. Alain de Sérigny, de *l'Écho d'Alger,* aux Brasseries européennes. ▼



serviteurs de l'Etat et hommes politiques

FOUQUES-DUPARC Henri. Né le 27 juin 1903. Assureur, sénateur (1948-1951), puis député d'Oran (1951-1962), maire d'Oran, président de l'Association des maires d'Oranie. P.D.G. de la compagnie d'assurances « La Fraternelle » (1964-1968), administrateur de la compagnie aérienne U.T.A.

GORSE Georges. Né le 15 février 1915, professeur en Égypte en 1939, député socialiste de la Vendée en 1945, sous-secrétaire d'État aux Affaires musulmanes en 1946, ambassadeur en Tunisie de 1957 à 1959, ministre de la Coopération en 1962.

Haut-représentant de la République française en Algérie de 1963 à 1967, député des Hauts-de-Seine depuis 1967 (groupe U.D.R.), président de l'Association France-Algérie depuis 1971.

JOXE Louis. Né le 16 septembre 1901, professeur agrégé de l'Université (1925-1934), secrétaire général du Comité de libération nationale (1942-1944), puis du G.P.R.F. (1944-1946), ambassadeur à Moscou, puis à Bonn (1952-1956), ministre de l'Éducation nationale en 1960, ministre d'État chargé des Affaires algériennes (22 novembre 1960-27 novembre 1962).

Député, ministre de la Justice en 1967-1968, président de l'Union des Français de l'étranger depuis 1969, président du Mouvement national pour la réforme régionale depuis 1969.

LACOSTE Robert. Né le 5 juillet 1898, fonctionnaire des Finances, délégué général adjoint du général de Gaulle pour la France occupée en 1944, député socialiste de la Dordogne (1946-1958), ministre de l'Industrie et du Commerce de 1948 à 1950, ministre résidant en Algérie (9 février 1956-13 juin 1957), puis ministre de l'Algérie jusqu'au 15 mai 1958.

Sénateur socialiste de la Dordogne depuis 1971 et vice-président de la commission sénatoriale des finances, administrateur de la société Force et Lumière électriques depuis 1971.

LAURIOL Marc. Né le 18 août 1916, avocat à la cour d'appel d'Alger de 1938 à 1951, commissaire de sociétés près les cours d'appel de Paris, Alger, Oran et Constantine, membre du Comité constitutionnel consultatif en 1958, député d'Alger-banlieue (1958-1962), conseiller général d'Alger (1960-1962).

Délégué national des grandes associations de rapatriés depuis 1969 et administrateur de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer depuis 1971. Député des Yvelines.

LEJEUNE Max. Né le 19 février 1909, professeur, député d'Abbeville en 1936, membre des deux Assemblées constituantes (1945-1946), député socialiste de la Somme depuis 1946, secrétaire d'État aux Forces armées (1948-1950), ministre du Sahara de 1957 à 1959.

Vice-président de l'Assemblée nationale en 1967-1968 et en 1970-1971.

LE PEN Jean-Marie. Né le 20 juin 1928, sous-lieutenant au 1er B.E.P. en Indochine en 1954, député poujadiste, puis indépendant, de la Seine (1956-1962), secrétaire général du comité Tixier-Vignancour (1964-1965), président du Front national depuis 1972. Éditeur.

MAISONNEUVE Pierre. Né le 10 mars 1912, préfet de Tarn-et-Garonne en 1946, président d'Électricité et Gaz d'Algérie de 1947 à 1962, administrateur des Houillères du Sud oranais et de la Société nationale de recherche et d'exploitation du pétrole en Algérie de 1947 à 1961, directeur des cabinets civil et militaire de Robert Lacoste (1956-1958).

En congé spécial en 1963, mis à la retraite en 1966. Actuellement P.D.G. de la Société d'études et de gestion des centres d'équipement.

MORIN Jean. Né le 23 juin 1916, conseiller à la Cour des comptes, préfet de la Manche en 1946, de Maine-et-Loire en 1949, de la Haute-Garonne en 1958. Délégué général en Algérie de novembre 1960 à mars 1962.

Secrétaire général de la marine marchande de 1962 à 1968, président de la Compagnie française industrielle et minière du Pacifique (1969-1972), président de Communication et Publicité depuis 1972.

NEUWIRTH Lucien. Né le 18 mai 1924, membre du Comité de salut public Algérie-Sahara en mai 1958, directeur de la radio-télévision en Algérie et représentant permanent en Algérie du ministre de l'Information Jacques Soustelle de juin à novembre 1958, député de la Loire depuis novembre 1958, secrétaire général du groupe U.N.R. à l'Assemblée nationale de 1959 à 1962, membre du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz depuis 1959.

PAPON Maurice. Né le 3 septembre 1910, préfet des Landes en 1944, sous-directeur de l'Algérie au ministère de l'Intérieur en 1945, préfet de Constantine en 1949, inspecteur général en mission pour la région de l'Est algérien (1956-1958), préfet de police de Paris (1958-1966), P.D.G. de Sud-Aviation (1967-1968), député U.D.R. du Cher depuis 1968, maire de Saint-Amand-Montrond depuis 1971, préfet de police honoraire en 1972.

SIRVENT Eugène. Né le 30 octobre 1908, secrétaire général de l'Allier en 1942, de l'Indre en 1943, sous-préfet hors cadre en 1947, préfet commissaire à l'aide et à l'orientation des Français rapatriés en 1959, directeur de l'action sociale à la Délégation générale en Algérie en janvier 1962, conseiller pour les affaires sociales à l'ambassade de France à Alger en juillet 1962.

A la retraite depuis 1971, P.D.G. de la société Étoile-Foch (parc de stationnement) depuis 1966, président de la Fédération du secteur d'aménagement Italie XIII depuis 1970.

VAUJOUR Jean. Né le 27 octobre 1914, sous-préfet d'Ambert en 1942, de Mulhouse en 1950, préfet hors cadre et directeur de la Sécurité générale en Algérie de 1953 à 1955, directeur des cabinets civil et militaire du délégué général du gouvernement en Algérie en 1960, secrétaire général au district de Paris de 1962 à 1966, préfet de Seine-et-Marne en 1968.

Président-directeur général de la société La Rochette-Cenpa, de la Cellulose du Rhône depuis 1970, président du conseil de surveillance de la Sodelfor depuis 1971. H

XXX



Maurice Papon, député et préfet de police honoraire, et ▶ Henri Charrière, dit Papillon, truand et bagnard repenti. Une rencontre et une poignée de main... historiques.

Nos lecteurs écrivent...

Avant que se termine cette série, que j'ai suivie assidûment, j'aimerais tout de même venir dire mon mot sur cette guerre d'Algérie, qui m'a pris tout mon temps de mars 1956 à avril 1958. J'ai servi comme appelé au 14e R.C.P.

Tout d'abord, nous avons pu lire, à mon goût, un peu trop d'articles sur ces chefs fells. En revanche, trop peu sur les appelés qui crapahutèrent régulièrement 25 jours sur 30 avec « rations » à l'appui. Sur ce que renfermait cette boîte de ration qui faisait le repas gastronomique du trouffion. Sur la vie d'anxiété presque permanente dans laquelle nous vivions.

Par exemple, lorsque nous avions quelques jours de repos dans la base avancée, nous étions dans l'angoisse quotidienne dans l'attente du convoi du train avec ses « cargos Ford ». Lorsque, dans le lointain du djebel, on entendait le sifflement lancinant et caractéristique de ces camions, nous étions sûrs que le lendemain, à 1 ou 2 heures du matin, c'était le départ avec une ou deux unités de feu et cela par tous les temps. Il s'ensuivait un voyage en camion de deux ou trois heures, nous étions tous transis, et l'on enchaînait par une « promenade pédestre » pas toujours très agréable. Fouille des thalwegs, fourrés, grottes, etc. Après trois ou quatre jours, repos dans une forêt d'encalyptus ou bien sur un piton avec tour de garde, bien souvent en deux fois deux heures. Là, nous étions en « alerte » et au moment où l'on s'y attendait le moins c'était l'héliportage S.58, *Banane* au choix. Après quelques minutes de vol, c'était l'accrochage violent avec la trouille au ventre, balles sifflant méchamment, bruit caractéristique des « statti » adverses ainsi que des MG-42 à la cadence rageuse (le 24-29 était un petit garçon à côté), les grenades à fusil éclatant à la périphérie; enfin, le grand jeu. Après quelques minutes ou parfois quelques heures d'une très forte tension nerveuse, nous faisions les comptes, pas toujours très jolis. L'amère victoire avec les camarades disparus brutalement qui laissait une amère vengeance poindre.

Puis, après une nuit sur les lieux, avec garde toujours à l'appui, c'était le retour à pied, une marche bien souvent longue et épuisante par la fatigue et la tension accumulées. En haut du djebel, lorsque nous apercevions, dans la vallée, la colonne de camions qui nous attendait, le pas devenait plus rapide avec la joie au cœur. Joie de savoir que trois ou quatre lettres nous attendaient avec des nouvelles des nôtres ou bien de la petite amie. De pouvoir enfin se laver copieusement de toute la poussière des pistes et de la mauvaise sueur accumulées.

Lors de sorties en ville, lorsque nous avions réussi à endosser la tenue (qui a été rendue pratiquement neuve), c'était le défoulement. L'extra au restaurant, la série de bières engloutie, la visite au B.M.C. Car pour nous il n'était pas question de réussir des attaches, marraines ou autres. Ou bien l'on flânait pour contempler cette vie bien française, à part quelques nuances typiques, dues au soleil surtout et au paysage.

Voilà un aperçu de cette vie que l'on devine assez mal dans tous vos récits qui devenaient à la fin beaucoup trop politiques et que je me lassais de lire. Il est temps qu'elle se termine, cette série, qui, à mon avis, n'a pas égalé la « 2e guerre mondiale ».

Encore un mot au sujet des « pieds-noirs » pour dire que, pour ma part, j'ai toujours été bien reçu et j'ai eu un bon contact avec eux. Quoi qu'on ait dit à leur sujet, je pense qu'il aurait fallu se mettre à leur place et s'ils ont eu pour certains quelques réactions violentes pour conserver leur sol, cela est bien compréhensible. Si cela nous arrivait, nous en ferions tout autant.

Voilà, j'ai le cœur soulagé. Vous pouvez l'insérer si cela vous dit. Je pense que je ne choquerai personne.

M. J. E..., 45500 Gien

★

J'ai lu récemment dans votre numéro 371 l'émouvante lettre de Mlle M. B... de Paris, habitant autrefois Bône, en Algérie, où son père était professeur de musique. Homme d'une bonté, d'une loyauté qui forçaient l'admiration, il était profondément aimé et estimé aussi bien chez les Européens que chez les musulmans. Mais parce qu'il n'était pas raciste, l'O.A.S. décida de le supprimer et elle organisa ce lâche attentat qui coûta la vie à ce jeune fils, âgé de dix-sept ans, jeune homme souriant, généreux, aimé de tous.

Dès lors, l'action de l'O.A.S. était engagée et plastiquages, vols, ratonnades, attentats, assassinats allaient se succéder dans un climat d'enfer. Je veux évoquer, parce que je les ai bien connus, la fin tragique de deux jeunes métropolitains en service depuis plusieurs années en Algérie, abattus dans des conditions horribles par l'O.A.S. : Maurice Vignal, chef adjoint du cabinet du préfet de Bône, et Isac, instituteur, le premier originaire de Lyon, le second du Puy-de-Dôme.

Maurice Vignal s'était marié à Bône et avait trois jeunes enfants. Toujours prêt à rendre service, il n'avait que des amis. C'est en rentrant de son travail, en fin de matinée, qu'il fut lâchement abattu d'une balle tirée dans le dos alors qu'il arrivait sur le seuil de son appartement.

Isac était dans l'enseignement et il était démobilisé depuis peu, car il avait fait la vraie guerre dans les djebels et ne s'était pas contenté de lancer des slogans, de dévaliser des banques ou de faire sauter des immeubles au plastic. Sa femme étant également institutrice, un poste double leur avait été attribué à Bône. Le bonheur ne devait, hélas! pas durer longtemps car un jour qu'ils traversaient la place Alexis-Lambert, en plein centre de la ville, avec leurs deux tout jeunes enfants, un terroriste de l'O.A.S. abattit froidement le malheureux Isac sous les yeux horrifiés de sa femme, au milieu de l'indifférence de la foule qui faillit même lyncher un jeune militaire du contingent qui essayait de se porter au secours de la victime.

Les assassins de ces deux mal-

Une affaire jamais éclaircie la disparition de Me Zidi

Le 16 septembre 1958, à 21 h 30, Me Zidi, avocat au barreau de Constantine, bavarde avec quelques amis au bar du « Cirta ». A 21 h 45, le portier de l'hôtel le voit monter dans sa voiture pour regagner son domicile, à trois cents mètres de là. Nul ne le reverra jamais plus. Mort ou vivant. Ses confrères de Paris alertent les journaux, le garde des Sceaux est saisi, une enquête judiciaire est ouverte. En vain : aucun indice, aucun témoignage ne permettra d'élucider le mystère de la disparition de l'avocat.

La thèse de l'enlèvement et de l'assassinat par des activistes français est la plus vraisemblable. Elle s'appuie, en fait, sur un faisceau de présomptions solides. Me Zidi, Berbère d'origine kabyle, excellent juriste et avocat brillant, était estimé et respecté par les communautés européenne et musulmane. Mais sa position personnelle et ses obligations professionnelles en cette période de déchaînement des passions allaient en faire la cible et la victime du racisme et de l'intolérance.

Il a épousé une Française pied-noir, fille et petite-fille de colons. Un mariage d'amour qui a fait scandale dans la société algéroise, qui n'admet pas cette violation de la ségrégation raciale. Elle est rejetée par la communauté pied-noir, mal acceptée par sa famille musulmane; il est brimé « pour avoir osé » et toute occasion est bonne pour lui dénier la qualité de Français qu'il revendique. Mais en 1951, Me Zidi s'est imposé comme avocat d'assises et, dans le cadre de la nouvelle politique de promotion de l'élite algérienne, le gouverneur général Léonard a pu le convaincre de se présenter aux prochaines élections. Il en éprouvera une déception amère.

L'avocat d'Alger a fait acte de candidature sous l'étiquette « indépendant » dans la 10e circonscription d'Aïn-Beïda (Constantine). On le donne gagnant contre son adversaire, totalement analphabète mais fort riche. C'était compter sans René Mayer, le ministre radical, qui préfère un illettré docile à un intellectuel... Me Zidi reprend sa place au barreau, mais à Constantine. Jusqu'au 1er novembre 1954, il fera partie, avec une poignée de libéraux, dont Albert Camus, le Dr Khaldi et quelques autres, de ceux qui déplorent l'incohérence de la politique algérienne de la France et sont indignés par l'aveuglement de ses représentants à Alger.

Le soulèvement de la Toussaint, le climat de peur et de méfiance qui se développe, l'enchaînement attentats-répression placent Me Zidi devant un dilemme : quitter l'Algérie pour la France ou demeurer sur place, continuer à plaider devant un tribunal des forces armées qui juge les terroristes et assumer en toute circonstance les droits de la défense... Il sera un des rares avocats algériens qui n'aient pas choisi d'esquiver leurs responsabilités.

Il plaide pour le Dr Mostefaï, pour M'hamed Yazid, pour Ben Boulaïd, aux côtés de Gisèle Halimi, de Matarasso, de Stibbe. Il se rend à Paris pour les recours en grâce auprès du président Coty. Il défend les intérêts de ses clients comme tout avocat doit le faire. Mais ces clients appartiennent au F.L.N. et, pour les ultras, il devient un traître à la France. Chaque jour le courrier lui apporte des menaces de mort, ses amis français et algériens reçoivent des avertissements à leur tour.

On ne lui pardonne pas d'avoir accepté la défense des meurtriers d'El-Halia. Et cette dernière affaire aura sans doute incité un commando de tueurs à le faire taire à jamais trois semaines avant que le procès vienne devant la cour d'appel de Constantine. Qui sont-ils? Nul ne le sait. J'ai remué ciel et terre jusqu'à ces dernières années, en France et en Algérie, pour que toute la lumière soit faite sur cette lamentable affaire. Mais ici et là, portes closes et bouches cousues... Peut-on encore espérer qu'un jour le voile sera levé?

Mme Juliette Zidi

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 2e trim. 1974 — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2108. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 401 - 22 avril 1974.

Nos lecteurs écrivent... (Suite)

heureux avaient fait deux veuves et cinq orphelins. Il est difficile d'oublier ces moments tragiques marqués de tant de haine et de sang qui allaient finalement rendre obligatoire l'exode de tous les Français.

M. P. M..., 16310 Roussines

★

Il y a très longtemps que j'ai l'intention de vous écrire, depuis la parution du n° 8 de *la Guerre d'Algérie* (n° 201 dans la série « Historia Magazine ») et ce, à propos d'un reportage photographique des pages 230 et 231.

La photographie du haut représente une vieille ferme, en partie démolie, investie par un groupe de militaires.

Celle du milieu, prise en plan moyen, représente la capture d'un « hors-la-loi » pris les armes à la main.

La troisième, celle du bas, représente deux militaires et un chien qui « débusquent le gibier; un rebelle? un suspect? simplement un berger? ».

Je me permets de vous faire part de mon étonnement en voyant ces trois photographies dans une revue sérieuse comme la vôtre; ou plutôt, je m'étonne de les voir présentées de telle façon que le lecteur peut imaginer qu'elles ont été prises sur le vif, dans le feu de l'action.

Si elles étaient en couleur, on distinguerait des bérets bleus sur la tête des militaires, et si on regardait d'un peu plus près on verrait que le méchant « djoundi » qui lève les bras devant les courageux petits militaires ne porte pas un chèche sur la tête, mais une véritable ceinture de flanelle que tout appelé trouvait dans son paquetage. Si l'on regardait encore de plus près, on s'apercevrait que les quatre (pardon les trois) héros et le « rebelle » rient aux éclats, car celui qui lève les bras n'est autre qu'un de leurs camarades qui a trouvé amusant de se déguiser.

Eh oui, je connais bien ce coin et j'ai aussi connu les acteurs!

La maison de la première photo (et de la deuxième puisqu'il s'agit de la même prise de plus près) est une ancienne ferme qui était située à proximité de la base aérienne d'Aïn-Arnat, à environ 300 ou 400 m au nord de l'entrée sur la route qui joint Mesloug à El-Anasser en longeant la face est de cette base. Cette route secondaire croise la nationale 5 Sétif-Alger à l'entrée de cette base A.L.A.T. 101. La ferme était située à environ 300 à 400 m au nord du carrefour mentionné ci-dessus, à environ 80 à 100 m à l'est de la route Mesloug-El-Anasser.

En tant qu'appelé au G.H. 2, puis instructeur à la base A.L.A.T. 101, j'ai eu maintes fois l'occasion d' « attaquer » cette bâtisse avec des camarades du centre d'instruction. Le reportage que vous présentez comme « pris sur le vif » est en fait celui d'une de ces « opérations bidons » dont je viens de parler ci-dessus.

Pour votre information, si vous ne le savez déjà, je vous signale qu'un reportage beaucoup plus complet (environ 10 à 12 photos) dans lequel figuraient ces deux photos, a paru au cours de l'été 1958 ou 1959 (je ne me souviens plus exactement) dans le fameux *Radar* « qui était partout, qui voyait tout, qui savait tout ». (Là non plus je n'ai pas retenu exactement les slogans.) Ce reportage était accompagné d'un commentaire gratiné à faire vibrer les plus endurcis, et l'action était située à la frontière tunisienne. Il était même question d'attaque avec « grenades au phosphore ». C'était peut-être drôle pour celui qui avait envoyé les clichés (ou plutôt *payant*), mais malheureusement cela ne faisait pas honneur à des journalistes sérieux.

Souvent ces « opérations » étaient filmées, comme d'autres (héliportées ou non) auxquelles j'ai participé.

Celle-ci l'avait été, et cela m'a valu ma deuxième surprise : la revoir en mars 1972 à Paris dans votre revue *la Guerre d'Algérie*. J'avoue qu'elle fait très vrai. On s'y croirait. Malheureusement, ce n'est pas honnête de votre part de laisser croire que c'est la réalité. Je sais, vous allez me dire : « Je n'ai jamais dit que c'était pris sur le vif. » D'accord, mais vous n'avez pas dit non plus que c'était « du cinéma »! Or, pour le public, votre film ou vos revues apparaissent comme des documents authentiques.

Cela me chagrine, car j'apprécie par ailleurs ce que vous avez présenté sur la guerre d'Algérie (livres, revues, films), pour votre excellente documentation et pour votre souci de ne pas trop passionner le débat dans un sens ou dans l'autre.

J'allais oublier la troisième photo. Bien que prise en un lieu différent, elle est de la même veine. Il s'agit en fait d'un exercice du peloton cynophile du G.H. 2 et le « rebelle » est aussi vrai que celui de la photo n° 2.

Félicitations tout de même pour le très gros travail que vous avez réalisé, et sans rancune...

M. J. T..., 62300 Lens

★

Collectionneur ponctuel de vos publications Historia Magazine *Guerre d'Algérie* et « Spécial » *Guerre d'Algérie*, je me permets de vous signaler que votre dernier numéro spécial n° 381 affirme, par erreur, que votre belle photo du port d'Alger représente, au premier plan, l'Amirauté. Il s'agit, en réalité, d'une vue des bassins de l'Agha et de Mustapha, avec, au premier plan, le splendide hôtel des postes et, au dernier plan, à gauche, Hussein-Dey.

M. E. M..., 20000 Ajaccio

★

19 mars 1962 au soir. La nuit est tombée. Alger est sinistre. Il fait assez froid, il tombe une petite pluie fine, désagréable. Un temps rappelant la Toussaint. Temps de circonstance en ce jour de cessez-le-feu, où la France décide de ne plus combattre la rébellion en Algérie.

Nous sommes détachés de notre corps, l'hôpital Maillot, au service médical de la place d'Alger. Et, situation assez rare pour des soldats du contingent, notre « cantonnement » est un appartement d'un immeuble, confortable, situé 1 *bis*, rue Eugène-Robbe, au coin de la rue Delacroix, à vingt mètres de la place Jean-Mermoz, où le lycée Bugeaud et la caserne Pélissier, siège du Q.G. du C.A. d'Alger se font face.

Nous éprouvons quotidiennement cette impression épouvantable d'installation de l'anarchie. L'État n'existe plus ici. Mes amis appelés qui sont affectés à la compagnie de Q.G. reçoivent les indications quant aux actes de terrorisme signalés dans tout le corps d'armée. Dans le bled : néant (sauf parfois à Blida). Dans la zone Alger-Sahel, 50 morts par jour est un chiffre... faible. On tue, on retue. En allant prendre notre repas au mess de la compagnie, nous nous faisons injurier dix fois, vingt fois, et tout ceci, bien souvent, en espagnol ou autre langue méditerranéenne. Nous qui étions venus en Algérie avec la crainte des fellouzes, nous ne comprenons plus. Ce soir, les rues ne sont pas éclairées. Le couvre-feu est rigoureux, et si tous nos camarades quadrillant Bab-el-Oued sont dans les mêmes dispositions d'esprit que nous-mêmes, gare à l'inconscient qui se permettrait de sortir de chez lui!

Vers 21 heures, coup de sifflet. Comme un mystérieux « téléphone arabe » nous l'avait laissé prévoir, le responsable O.A.S. de l'îlot a donné le signal et, aussitôt, le concert de casseroles commence. En cette soirée du cessez-le-feu, tragique, ô combien! pour les pieds-noirs, le concert sera bruyant et cacophonique à souhait. Durant une bonne demi-heure, sur le rythme à cinq temps bien connu, on tape sur des casseroles, bien sûr, mais aussi sur n'importe quoi. On siffle, on souffle dans n'importe quel instrument, on tape à coups redoublés sur des pianos.

Nous sommes aux fenêtres de l'appartement et, dans l'obscurité, nous essayons de deviner sur les balcons (d'où partent si facilement rafales de MAT et grenades) les musiciens improvisés de ce soir.

Un infirmier attire mon attention sur un spectacle extraordinaire juste en face, au coin de la rue Eugène-Robbe et de la rue de la Marne. Un gros homme, passablement chauve, en maillot de corps malgré la pluie froide, tape en cadence sur... une grosse caisse. Il a une cinquantaine d'années. Sa femme tient au-dessus de lui, pour le protéger, un parapluie. Imagine-t-on ce pauvre homme, tapant sur sa grosse caisse, à l'abri de son riflart tenu par une épouse attentionnée qui, malgré tout, ne veut pas qu'il prenne froid, tous deux tentant d'arrêter ainsi le vent de l'Histoire cher à M. de Gaulle?...

Image dérisoire d'une Algérie française agonisante où le burlesque se mêle, comme c'est souvent le cas, au tragique. L'homme au sifflet se manifeste de nouveau. Immédiatement, le vacarme cesse. Discipline remarquable; pour secrète qu'elle soit, l'O.A.S. est une armée où on ne semble pas badiner avec les ordres.

Mais peu après, le torrent d'injures qui nous est destiné reprend de plus belle.

Dans les jours qui suivront, nous connaîtrons des moments horribles. L'entrée en force dans Bab-el-Oued, les morts parmi les soldats du contingent. Nous n'avions même plus peur. La colère supplantait tous les autres sentiments. Puis nous avons assisté aux sommets de l'horreur en avril et en mai, avec la journée des préparateurs en pharmacie, avec la vision de cette fatma sortant d'un immeuble bourgeois où elle venait de faire ses heures de ménage, tuée de deux ou trois coups de feu tirés d'un balcon de l'immeuble d'où elle était sortie dix secondes auparavant!

Puis vint l'exode lamentable des pieds-noirs, avec les cadres de déménagement de la S.M.C.F.A. qui furent bientôt remplacés par un assemblage hétéroclite de lattes de bois et de tôles ondulées, dont le prix atteignait, pour une traversée Alger-Marseille, 500 F, puis 1 000 F, voire 2 000 F, uniquement pour la location, sans compter, bien sûr, le prix du transport.

Les spéculateurs faisaient des affaires et nous avons pu constater que le prix de location de ces « cadres » augmentait de demi-heure en demi-heure.

Je souhaite ne jamais rien revoir de semblable. Et que ce genre de situation soit également épargné à mes enfants.

Dr A. G..., 61260 Le Theil-sur-Huisne